

4° l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 juin 2014 portant reconnaissance de la qualification d'enseignement graduat en expédition de marchandises par voie ferroviaire.

Art. 5. Le ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 25 mai 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS
La Ministre flamande de l'Enseignement,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203170]

24 MAI 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés portant sur l'enseignement à la conduite et les examens relatifs à la connaissance et à l'aptitude qui sont nécessaires pour conduire des véhicules

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, les articles 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990, et 27, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par la loi du 18 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteurs;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B;

Vu le rapport du 27 février 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 63.215/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 avril 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteurs;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 mars 1998, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, sont insérés les 14° à 18° rédigés comme suit :

" 14° le terme « test de perception des risques » désigne l'épreuve par ordinateur prévue pour les candidats au permis de la catégorie B. Ce test informatisé vise à mesurer la capacité du candidat à identifier des situations à risque dans diverses conditions de circulation et plus précisément à qualifier la situation effectivement risquée. Ce test évalue la capacité d'observation directe (vision proche, moyenne et lointaine) et d'observation indirecte (vision par les rétroviseurs) du candidat.

15° le terme « test sur les capacités techniques de conduite » désigne l'épreuve sur la capacité du candidat au permis de la catégorie B à conduire sans guide sur la voie publique dans des conditions de sécurité suffisantes durant son apprentissage;

16° le terme « certificat d'aptitude » visé à l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, désigne l'attestation de capacité à conduire seul, délivrée par les centres d'examen visés à l'article 25, § 1^{er}, aux candidats au permis de la catégorie B qui ont réussi le test sur les capacités techniques de conduite, en vue de l'obtention d'un permis de conduire provisoire sans guide;

17° le terme « interprète » désigne un traducteur-juré ou un système de traduction, sous forme informatisée, numérique ou non, qui, à la demande du candidat ne connaissant aucune des langues française ou allemande, propose une traduction parlée en langue anglaise ou néerlandaise à l'aide ou non d'un support sonore pour les questions de tests ou d'examen projetées à l'écran ou transmises par les examinateurs;

18° le terme « irrégularité du fait du candidat au permis de conduire » désigne toute communication entre candidats ou avec des tiers pendant la durée de l'examen théorique ou du test de perception des risques, quels que soient le mode d'organisation de ceux-ci et le mode de communication utilisé, de même que la simple détention, directe ou indirecte, physique ou électronique, non expressément autorisée par l'examineur, d'éléments de la matière faisant objet de l'examen ou du test, ainsi que, plus généralement, le non-respect, intentionnel ou non, de l'une quelconque des consignes des examinateurs. ».

Art. 2. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 28 avril 2011, les modifications suivantes sont insérées :

a) l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er}, abrogé par l'arrêté royal du 24 août 2007, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Les titulaires d'un permis de conduire européen ou d'un permis de conduire national étranger, qui ne sont pas visés à l'article 23, § 2, 1^o, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, et qui souhaitent obtenir un permis de conduire belge, sont tenus de se soumettre à un apprentissage, conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur. »;

b) le 2° du paragraphe 2 est abrogé.

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 14*bis*, rédigé comme suit :

« 14*bis*. Le candidat au permis de la catégorie B qui a échoué à deux reprises consécutives au test de perception des risques suit trois heures de cours en école de conduite avant de pouvoir à nouveau se présenter au test. Les cours théoriques sont combinés avec des cours pratiques. ».

Art. 4. Dans l'article 15, alinéa 2, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, la modification suivante est apportée :

a) dans le 1^o, d), les mots « ou qui après avoir suivi le nombre d'heures visé à l'article 5/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, » sont introduits entre le mot « article » et les mots « s'adresse »;

b) le 3^o est complété par le d), rédigé comme suit :

« d) pour le candidat au permis B, qui a échoué à deux reprises au test sur les capacités techniques de conduite; »;

c) le 6^o est remplacé par ce qui suit :

« 6^o vingt heures :

pour le candidat au permis B, qui souhaite obtenir le certificat d'aptitude visé à l'article 10 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B en vue de l'obtention d'un permis de conduire provisoire sans guide. Sauf pour le titulaire d'un permis de conduire provisoire avec guide qui souhaite obtenir un permis de conduire provisoire sans guide; ».

Art. 5. Dans l'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 septembre 2002, et en dernier lieu par l'arrêté royal du 28 avril 2011 modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire, les mots « aux articles 14 et 15 » sont à chaque fois remplacés par les mots « aux articles 14, 14*bis* et 15 ».

Art. 6. A l'article 25 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les centres d'examen délivrent aux candidats au permis de la catégorie B qui ont réussi l'examen visé à l'article 23, § 1^{er}, 4^o, de la loi relative à la police de la circulation routière du 16 mars 1968, l'attestation de réussite dont le modèle est déterminé par le Ministre wallon. »;

2^o le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. En vue de l'obtention d'un permis de conduire provisoire sans guide, les centres d'examen peuvent, selon les modalités déterminées par le Ministre wallon ou son délégué, délivrer le certificat d'aptitude visé à l'article 10, alinéa 2 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, aux candidats au permis de la catégorie B qui ont démontré leur capacité à conduire seul. »;

3^o l'article est complété par les paragraphes 6 à 10 rédigés comme suit :

« § 6. La capacité à conduire seul est prouvée par la réussite du test sur les capacités techniques de conduite, organisé par les centres d'examen.

Le test sur les capacités techniques de conduite porte sur les matières énumérées à l'annexe 5 et sa durée ne peut pas être inférieure à trente minutes. Il est coté de la manière indiquée à l'annexe 5.

L'inscription au test sur les capacités techniques de conduite se fait dans les formes et de la manière approuvées par le Ministre wallon ou son délégué.

Le candidat au permis B, qui a 18 ans, qui souhaite se soumettre au test sur les capacités techniques de conduite, obtient préalablement :

a) l'attestation de réussite au test de perception des risques;

b) le certificat d'enseignement pratique à la conduite délivré par une école de conduite agréée ou, le cas échéant, le permis de conduire provisoire B en cours de validité dont il est titulaire depuis trois mois au moins.

Après deux échecs successifs au test sur les capacités techniques de conduite, le candidat au permis B suit six heures de cours en école de conduite agréée avant de se présenter à nouveau au test.

Le certificat d'aptitude, dont le modèle est déterminé par le Ministre wallon, a une période de validité de dix-huit mois maximum.

§ 7. Le test de perception des risques est organisé par les centres d'examen. Il est subi sous la forme d'une épreuve audiovisuelle et sa durée ne peut pas être supérieure à trente minutes.

Il est coté et corrigé de la manière indiquée à l'annexe 5.

L'inscription au test de perception des risques se fait dans les formes et de la manière approuvées par le Ministre wallon ou son délégué.

Le candidat au permis B, qui souhaite se soumettre au test de perception des risques, se présente au centre d'examen muni de son attestation de réussite de l'examen théorique datant de moins de trois ans.

Après deux échecs consécutifs au test de perception des risques, le candidat au permis B peut subir un nouveau test uniquement sur présentation d'un nouveau certificat d'enseignement délivré par une école de conduite agréée.

La validité de l'attestation de réussite du test de perception des risques, dont le modèle est déterminé par le Ministre wallon, est limitée à la validité de l'attestation de réussite de l'examen théorique que le candidat a présenté lors du test.

§ 8. Les tests sur les capacités techniques de conduite et de perception des risques sont subis en langue française ou allemande.

Les candidats au permis B, qui ne connaissent aucune des langues française ou allemande peuvent subir ces tests en langue néerlandaise ou en langue anglaise, avec l'assistance d'un interprète désigné, parmi les traducteurs-jurés, par le centre d'examen et rémunéré par le candidat.

Le test de perception des risques peut être organisé de sorte que plusieurs candidats au permis de la catégorie B qui parlent et comprennent une même langue soient groupés.

§ 9. Le candidat au permis de conduire B se conforme aux indications données par les examinateurs lors de la réalisation du test de perception des risques.

Lorsque l'examineur constate une irrégularité du fait d'un candidat au permis B, il suspend son évaluation, le cas échéant après une retenue provisoire des éléments irrégulièrement détenus par le candidat. Le candidat est informé des éléments factuels pertinents et des pièces établissant l'irrégularité qui a été constatée. Le candidat s'il est majeur, est immédiatement auditionné et entendu sur ses moyens d'explication et de défense quant à l'irrégularité qui lui est reprochée. Le candidat mineur est auditionné en compagnie de l'un de ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale. À l'issue de l'audition, il est dressé, en deux exemplaires, un procès-verbal d'audition à signer par l'examineur et le candidat et le cas échéant par les parents ou tuteurs. L'un des deux exemplaires est remis au

candidat ou le cas échéant aux parents ou aux tuteurs du candidat; l'autre est conservé par le centre d'examen. L'examineur fait état des faits et des moyens et décide qu'il y a eu irrégularité ou pas. S'il y a eu irrégularité, le candidat échoue au test de perception des risques et est exclu pendant les douze prochains mois avant de pouvoir, à nouveau, se présenter au test. L'examineur communique au candidat concerné la décision prise à son encontre, ainsi que les motivations qui ont conduit à leur adoption. Le candidat peut introduire un recours auprès de la Commission de recours visée à l'article 47.

§ 10. Les candidats dont les facultés mentales ou intellectuelles, ou le niveau d'alphabétisation, sont insuffisants peuvent, à leur demande, subir le test de perception des risques, en session spéciale, dont les modalités sont approuvées par le Ministre wallon ou son délégué. L'intéressé apporte la preuve qu'il se trouve dans l'un de ces cas, notamment, par la production d'un certificat ou d'une attestation d'un centre psycho-médico-social, d'un institut d'enseignement spécial, d'un centre d'observation et de guidance ou d'un centre d'orientation professionnelle, dont le modèle est approuvé par le Ministre wallon ou son délégué.

Toutefois, le certificat ou attestation visé à l'alinéa 1^{er} peut être délivré par d'autres organismes désignés par le Ministre wallon. ».

Art. 7. Dans l'article 26, § 2, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 avril 2011 modifiant les catégories du permis de conduire, le modèle du permis de conduire et les conditions pour les examinateurs, conformément à la Directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire, les mots « d'une expérience professionnelle de trois ans » sont remplacés par les mots « d'agrément à la catégorie B ».

Art. 8. A l'article 32 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le candidat qui ne connaît aucune des langues française ou allemande peut subir l'examen théorique en langue néerlandaise ou en langue anglaise, avec l'assistance d'un interprète désigné parmi les traducteurs-jurés par le centre d'examen et rémunéré par le candidat.

Les candidats au permis de conduire présentant un handicap auditif, qu'ils soient sourds ou malentendants, peuvent se faire assister par un interprète en langue des signes juré, désigné par le centre d'examen. L'interprète est rémunéré par le candidat et ne peut occuper aucun emploi ou fonction dans une école de conduite agréée ni donner de quelque manière que ce soit des cours de conduite professionnels. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ou idiome » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 4, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque l'examineur constate une irrégularité du fait d'un candidat au permis de conduire, il suspend son évaluation, le cas échéant après une retenue provisoire des éléments irrégulièrement détenus par le candidat. Le candidat est informé des éléments factuels pertinents et des pièces établissant l'irrégularité qui a été constatée. Le candidat s'il est majeur, est immédiatement auditionné et entendu sur ses moyens d'explication et de défense quant à l'irrégularité qui lui est reprochée. Si le candidat est mineur d'âge, l'un de ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale est présent durant l'audition. À l'issue de l'audition, il est dressé, en deux exemplaires, un procès-verbal d'audition à signer par l'examineur et le candidat et le cas échéant par les parents ou tuteurs. L'un des deux exemplaires est remis au candidat ou le cas échéant aux parents ou aux tuteurs du candidat; l'autre est conservé par le centre d'examen. L'examineur fait état des faits et des moyens et décide qu'il y a eu irrégularité ou pas. S'il y a eu irrégularité, le candidat échoue à l'examen théorique et est exclu pendant les douze prochains mois avant de pouvoir, à nouveau, se présenter à l'examen. L'examineur communique au candidat la décision prise à son encontre, ainsi que les motivations qui ont conduit à leur adoption. Le candidat peut introduire un recours auprès de la Commission de recours visée à l'article 47. »;

4° dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

5° dans le paragraphe 5, alinéa 2, les mots « d'un centre public d'aide sociale, » sont abrogés;

6° dans le paragraphe 5, alinéa 2, les mots « dont le modèle est déterminé par le ministre wallon ou son délégué. Toutefois, le certificat ou attestation peut être délivré par d'autres organismes désignés par le Ministre wallon » sont insérés après le mot « professionnelle »;

7° dans le paragraphe 5, l'alinéa 3 est abrogé;

8° dans le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, les mots « ne peut subir un nouvel examen théorique que sur présentation d'un certificat d'enseignement théorique délivré par une école de conduite. » sont remplacés par les mots « suit douze heures de formation théorique dans une école de conduite agréée avant de pouvoir à nouveau être admis à l'examen. ».

Art. 9. Dans l'article 35, 2°, b), du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 10 juillet 2006 et modifié par l'arrêté royal du 3 avril 2013, la phrase « Le permis de conduire provisoire est, le cas échéant, accompagné par un certificat d'enseignement qui prouve le suivi des heures de cours imposées après deux échecs à l'examen pratique » est remplacée par la phrase « Si le candidat a échoué à deux reprises consécutives à l'examen pratique, le permis de conduire provisoire est accompagné d'un certificat d'enseignement qui prouve que le candidat a suivi les heures de cours imposées après chaque deuxième échec consécutif. ».

Art. 10. Dans l'article 35/1 du même arrêté, inséré par arrêté royal du 8 janvier 2013 et modifié par l'arrêté royal du 15 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° si le candidat a échoué à deux reprises consécutives à l'épreuve sur terrain isolé de la circulation de l'examen pratique, la preuve qu'il a suivi la formation prévue à l'article 15, alinéa 2, 1°, c), après chaque deuxième échec consécutif. »;

b) dans l'alinéa 2, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° si le candidat a échoué à deux reprises consécutives à l'épreuve sur la voie publique de l'examen pratique, la preuve qu'il a suivi la formation prévue à l'article 15, alinéa 2, 1°, g), après chaque deuxième échec consécutif. ».

Art. 11. Dans l'article 36, 3°, b), du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 avril 2013, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si le candidat a échoué à deux reprises consécutives à l'examen pratique, le permis de conduire provisoire est accompagné d'un certificat d'enseignement qui prouve que le candidat a suivi les heures de cours prévues à l'article 15, alinéa 2, 2°, a), après chaque deuxième échec consécutif ».

Art. 12. Dans l'article 37, 2°, b), du même arrêté, modifié par arrêté royal du 3 avril 2013, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si le candidat a échoué à deux reprises consécutives à l'examen pratique, le permis de conduire provisoire est accompagné d'un certificat d'enseignement qui prouve que le candidat a suivi les heures de cours prévues à l'article 15, alinéa 2, 1°, e), après chaque deuxième échec consécutif ».

Art. 13. A l'article 39 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase : « Le candidat titulaire d'un permis de conduire provisoire avec guide est accompagné, outre de l'examineur, d'un guide répondant aux conditions de l'article 7/1, § 2 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 3, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 2, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

4° le paragraphe 8 est remplacé par ce qui suit :

« § 8. Le candidat qui ne connaît aucune des langues française ou allemande peut se faire accompagner, à ses frais, d'un interprète en langue néerlandaise ou en langue anglaise choisi parmi les traducteurs-jurés par le centre d'examen. ».

Art. 14. Dans l'article 44, § 4, alinéa 1^{er}, 2°, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 mars 2004 et 1^{er} décembre 2013 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding » sont réinsérés entre les mots « l'Emploi, du » et les mots « de l'Arbeitsamt »;

2° les mots « ou de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle » sont réinsérés après le mot « Gemeinschaft ».

Art. 15. Dans le même arrêté, l'intitulé de la Section VII du Chapitre IV du Titre III est remplacé par ce qui suit : « Recours ».

Art. 16. Dans l'article 47, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 5 septembre 2002 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « et sur les recours pour motif d'exclusion et d'échec pour cause d'une irrégularité du fait du candidat au permis de conduire ».

Art. 17. Dans le même arrêté, il est inséré un article 48bis rédigé comme suit :

« Art. 48bis. § 1^{er}. Lorsque l'examineur d'un centre d'examen décide d'exclure de l'examen théorique et de mettre en échec le candidat au permis de conduire qui a commis une irrégularité, le candidat s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, peut introduire un recours auprès de la commission visée à l'article 47. Ce recours est introduit dans les quinze jours de l'échec et l'exclusion.

Le recours est adressé, par envoi recommandé, au président de la commission de recours. La redevance prévue à l'article 63 est payée de la manière qui y est déterminée.

Elle est uniquement remboursée par décision de la commission de recours.

Le recours, signé par le candidat s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, mentionne le nom, prénom, date de naissance de ce dernier ainsi que le centre d'examen où l'examen a eu lieu et la date de celui-ci. Il est motivé par des faits qui concernent exclusivement les personnes et les circonstances de lieu, temps et procédure dans lesquelles le test a été subi.

§ 2. La commission de recours procède à toutes investigations complémentaires qu'elle juge utiles.

Elle décide sur la régularité de la décision de l'examineur du centre d'examen et constate que les faits, à la base de l'échec et de l'exclusion du candidat, constituent une irrégularité du fait du candidat, telle que définie à l'article 1^{er}, 18°. En cas d'irrégularité, elle confirme la décision contestée.

Elle peut autoriser, le cas échéant, le requérant à passer un nouvel examen théorique et déterminer les conditions dans lesquelles l'examen a lieu. ».

Art. 18. Dans le même arrêté, il est inséré un article 48ter rédigé comme suit :

« Art. 48ter. § 1^{er}. Lorsque l'examineur d'un centre d'examen décide d'exclure du test de perception des risques et de mettre en échec le candidat au permis B qui a commis une irrégularité définie à l'article 1^{er}, 18°, le candidat s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, peut introduire un recours auprès de la commission visée à l'article 47. Ce recours est introduit dans les quinze jours de l'échec et l'exclusion.

Le recours est adressé, par envoi recommandé, au président de la commission de recours. La redevance prévue à l'article 63 est payée de la manière qui y est déterminée.

Elle est uniquement remboursée par décision de la commission de recours.

Le recours, signé par le candidat, s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, mentionne le nom, prénom, date de naissance de ce dernier ainsi que le centre d'examen où le test a eu lieu et la date de celui-ci. Il est motivé par des faits qui concernent exclusivement les personnes et les circonstances de lieu, temps et procédure dans lesquelles le test a été subi.

§ 2. La commission de recours procède à toutes investigations complémentaires qu'elle juge utiles.

Elle décide sur la régularité de la décision de l'examineur du centre d'examen et constate que les faits, à la base de l'échec et de l'exclusion du candidat, constituent une irrégularité du fait du candidat, telle que définie à l'art. 1^{er}, 18°. En cas d'irrégularité, elle confirme la décision contestée. Elle peut autoriser, le cas échéant, le requérant à passer un nouveau test et déterminer les conditions dans lesquelles le test a lieu. ».

Art. 19. A l'article 63 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « et les tests prévus à l'article 25 » sont insérés entre le mot « examens » et les mots « donnent lieu au paiement »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots :

« Test de perception des risques Catégorie B : ...(15,00 EUR);

Test sur les capacités techniques de conduite Catégorie B : ...(60,00 EUR) », sont insérés entre les mots « redevances suivantes : » et les mots « Examen théorique...(15,00 EUR) ».

Art. 20. Dans l'annexe 5 du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 15 juillet 2004 et modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé « EXAMEN PRATIQUE » est remplacé par l'intitulé « TESTS ET EXAMEN PRATIQUE »;

2° dans le III.B.17, le 2. est remplacé par ce qui suit :

« 2. Un stationnement en marche arrière entre deux véhicules du côté gauche ou droit de la voirie et parallèle à celle-ci, et sortie de l'emplacement; »;

3° dans le III.B.17., le 3. est remplacé par ce qui suit :

« 3. Une des quatre manœuvres suivantes choisies par un tirage au sort et réalisées sur la voie publique ou dans un lieu public:

1° demi-tour sur une chaussée étroite;

- 2° marche arrière en ligne droite;
- 3° stationnement avant dans un emplacement perpendiculaire à la voirie et sortie de l'emplacement en marche arrière;
- 4° stationnement arrière dans un emplacement perpendiculaire à la voirie et sortie de l'emplacement en marche avant; »;

4° le III.C, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, est remplacé par ce qui suit :

« C. Test de perception des risques (pour la catégorie B uniquement) :

L'effectivité d'un risque illustré durant le test doit induire une prise de décision et la mise en œuvre d'une action du conducteur, et qu'il n'aurait pas prise dans une situation de circulation semblable dans lequel ce risque ne serait pas présent. »;

5° le III., est complété par le D rédigé comme suit :

« D. Le Test sur les capacités techniques de conduite porte sur les points suivants :

1. Repartir après un arrêt dans la circulation, sortir d'une voie privée;
2. Emprunter des routes droites, croiser des véhicules, y compris dans des passages étroits;
3. Négocier des virages;
4. Approche et sortie d'autoroutes ou d'axes analogues, dans la mesure du possible;
5. Dépasser et croiser : dépassement d'autres véhicules, dépassement d'obstacles, être dépassé;
6. Aménagements routiers particuliers, notamment : ronds-points, passages à niveaux, arrêts de tramway ou d'autobus, passages pour piétons, pentes prolongées en montée ou en descente, tunnels;
7. Maîtrise du véhicule : utilisation correcte des rétroviseurs et des feux; utilisation correcte de l'embrayage, de la boîte de vitesses, de l'accélérateur, des systèmes de freinage, de la ceinture de sécurité, de l'appui-tête, du siège, de la direction;
8. Capacité d'observation : observation panoramique; utilisation correcte des rétroviseurs, vision proche, moyenne et lointaine;
9. Priorité et céder le passage aux carrefours et aux passages à niveau; en cas de changement de direction ou de bande de circulation et de manœuvres; approche et franchissement de carrefours;
10. Position correcte sur la route, les bandes de circulation, les ronds-points et dans les virages, en fonction du type et des caractéristiques du véhicule; prépositionnement;
11. Distance de sécurité : maintien d'une distance suffisante à l'avant et à côté du véhicule, maintien d'une distance suffisante par rapport aux autres usagers de la route;
12. Limitations de vitesse;
13. Signalisation routière et indications des agents réglant la circulation;
14. Signalisation : donner en temps utile les signaux nécessaires et corrects;
15. Freiner et s'arrêter : ralentir à temps, freiner ou stopper en fonction des circonstances;
16. Régler la position de conduite;
17. Effectuer des manœuvres sur la voie publique : stationnement, marche-arrière, demi-tour. »;

6° dans le VI., les mots « MODE DE COTATION DE L'EXAMEN » sont remplacés par les mots « MODE DE COTATION DES TESTS ET DE L'EXAMEN PRATIQUE »;

7° dans le VI.B, alinéa 1^{er}, les mots « (excepté les catégories A1, A2 et A) » sont remplacés par les mots « (excepté les catégories A1, A2, A, et B) »;

8° le VI.B, 11° est abrogé;

9° le VI.B, 12° est abrogé;

10° dans le VI.B, après les mots « usagers de la route. », et avant les mots « C. Test de perception des risques (pour la catégorie B uniquement) », le texte suivant est inséré:

« L'épreuve est cotée selon les rubriques et les aspects d'évaluations suivants (catégorie B) :

Rubriques :

1. Démarrer
2. Routes droites
3. Virages
4. Carrefours et ronds-points
5. Changer de direction/bande
6. S'engager/sortir d'une voie
7. Dépasser/croiser
8. Usagers faibles
9. Contrôles préalables
10. Manœuvres.

Aspects d'évaluation :

- A. Maîtrise du véhicule
- B. Appliquer les règles de circulation
- C. Technique du regard
- D. Conduite défensive, sociale et écologique

Les rubriques sont évaluées en fonction des aspects d'évaluation. Les éléments qui sont obtenus en combinant les rubriques et les aspects d'évaluation, sont cotés par les mentions « bon », « à améliorer » ou « non-acquis ».

Le candidat est ajourné si :

- un élément est coté « non-acquis »;
- des erreurs de conduite ou un comportement dangereux mettent en cause la sécurité immédiate du véhicule d'examen, du candidat ou des autres usagers de la route. »;

11° le VI. est complété par le C rédigé comme suit :

« C. Test de perception des risques (pour la catégorie B uniquement)

L'épreuve est cotée de la manière suivante :

Les candidats au permis de conduire réussissent le test s'ils obtiennent 60 % au minimum du total des points exigés pour cette épreuve. »;

12° le VI. est complété par le D rédigé comme suit :

« D. Test sur les capacités techniques de conduite.

L'épreuve est cotée selon les rubriques et les aspects d'évaluations suivants :

Rubriques :

1. Démarrer
2. Routes droites
3. Virages
4. Carrefours et ronds-points
5. Changer de direction/bande
6. S'engager/sortir d'une voie
7. Dépasser/croiser
8. Usagers faibles
9. Contrôles préalables
10. Manœuvres

Aspects d'évaluation :

- A. Maîtrise du véhicule
- B. Appliquer les règles de circulation
- C. Technique du regard

Les rubriques sont évaluées en fonction des aspects d'évaluation. Les éléments qui sont obtenus en combinant les rubriques et les aspects d'évaluation sont cotés par les mentions « bon », « à améliorer », « non-acquis ».

Le candidat est ajourné si :

- un élément est coté « non-acquis »;
- des erreurs de conduite ou un comportement dangereux mettent en cause la sécurité immédiate du véhicule d'examen, du candidat ou des autres usagers de la route. ».

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B

Art. 21. Dans l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, est inséré un chapitre II/1, comportant les articles 7/1 à 7/3, rédigé comme suit :

« CHAPITRE II/1. L'examen théorique et l'apprentissage

Art. 7/1. § 1^{er}. Le candidat au permis B qui a réussi l'examen théorique reçoit son attestation de réussite dont le modèle est déterminé par le Ministre wallon.

§ 2. Le candidat au permis B qui a réussi l'examen théorique à partir du 1^{er} juillet 2018, qui souhaite, dans le cadre du stage visé à l'article 8, § 1^{er}, 3^o, continuer son apprentissage avec l'assistance d'un guide, suit avec son ou ses guides, un rendez-vous pédagogique selon les modalités déterminées par le Ministre wallon.

Ce rendez-vous pédagogique a une durée de trois heures et peut être organisé en ligne. Les frais liés au rendez-vous pédagogique sont à charge du candidat.

Le rendez-vous pédagogique est organisé par des écoles de conduite agréées, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, en exécution du programme approuvé par le Ministre wallon ou son délégué.

Toutefois, le rendez-vous pédagogique peut être organisé par d'autres organismes désignés par le Ministre wallon.

Au terme de ce rendez-vous pédagogique, une attestation valable cinq ans, dont le modèle est approuvé par le Ministre wallon, est délivrée au candidat et son ou ses guides. Le candidat reçoit aussi, un journal de bord.

§ 3. Le candidat et son ou ses guides participent au rendez-vous pédagogique avant de commencer le stage visé à l'article 8, § 1^{er}, 3^o. Durant le stage, le journal de bord est dans le véhicule conduit par le candidat, et il est dûment complété par lui et son guide.

Le journal de bord contient les progrès du candidat à conduire un véhicule, ainsi que le nombre de kilomètres parcourus durant cette période. Seuls les kilomètres parcourus, à partir de la date de délivrance de l'attestation de participation au rendez-vous pédagogique, entrent en ligne de compte pour le calcul des kilomètres exigés à l'article 8, § 1^{er}, 4^o. ».

Art. 7/2. A l'exception des instructeurs de conduite brevetés disposant d'une autorisation d'enseigner en cours de validité, le ou les guides qui accompagnent le candidat remplissent les conditions de l'article 7/1, § 2, avant de prendre place dans le véhicule et de débiter l'apprentissage visé à l'article 8, § 1^{er}, 3^o.

Art. 7/3. § 1^{er}. Le candidat visé à l'article 3, § 1^{er}, peut uniquement être accompagné durant l'apprentissage visé à l'article 8, § 1^{er}, 3^o, par le ou les guides qui réunissent les conditions de l'article 7/1, § 2, ou par un instructeur de conduite breveté disposant d'une autorisation d'enseigner en cours de validité conforme à ce que prescrit l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

§ 2. Si le guide est un instructeur breveté disposant d'une autorisation d'enseigner en cours de validité, il établit une carte d'inscription pour chaque candidat, et le véhicule est muni d'une couverture d'assurance de la responsabilité civile, conformes à ce que prescrit l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur. Il s'assure également que le journal de bord se trouve dans le véhicule conduit par le candidat durant l'apprentissage, et qu'il soit dûment complété tel que prévu à l'article 7/1, § 2, alinéa 5.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Ministre wallon ou son délégué peut, après avoir entendu l'instructeur breveté sur ses moyens d'explication et de défense quant à l'irrégularité qui lui est reprochée, suspendre l'autorisation d'enseigner pour une période de quinze jours au plus.

Si, malgré une mesure préalable de suspension, le Ministre ou son délégué constate la persistance du non-respect des dispositions, il retire l'autorisation d'enseigner, après avoir entendu l'instructeur breveté sur ses moyens d'explication et de défense quant à l'irrégularité qui lui est reprochée.

Pendant la période de suspension ou après la décision de retrait de l'autorisation d'enseigner, l'instructeur breveté ne peut commencer ou continuer aucun cycle de cours pratiques à la conduite.

L'enseignement dispensé par un instructeur breveté ne disposant pas d'une autorisation d'enseigner ou dont l'autorisation d'enseigner est suspendue n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la condition prévue à l'article 8, § 1^{er}, 4^o. ».

Art. 22. A l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, est inséré le 5° rédigé comme suit :

« 5° a réussi le test de perception des risques défini à l'article 1^{er}, 14° de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa 3 est inséré et rédigé comme suit :

« Le titulaire d'un permis de conduire provisoire avec guide qui s'est présenté sans succès au test sur les capacités techniques de conduite, est exclu de l'examen pratique en vue d'obtenir son permis B, pendant une durée de trois mois, à dater du jour du deuxième échec consécutif. »;

3° dans le paragraphe 2, les mots « qui a réussi le test de perception des risques, et qui répond aux conditions fixées par le Ministre wallon » sont insérés entre les mots « école de conduite agréée, » et les mots « peut se présenter directement pratique »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 4, les mots « alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « alinéa 3 ».

Art. 23. Dans l'article 10 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017, les modifications sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « visé à l'article 23, § 6, de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur » sont réinsérés après le mot « d'aptitude »;

2° l'alinéa 3, est abrogé.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E*

Art. 24. Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 10 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré le 3°/1 rédigé comme suit : « 3°/1 "DGO2" : la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies Hydrauliques du Service public de Wallonie »;

b) il est complété par un 36° rédigé comme suit :

"36° "interprète" : un traducteur-juré ou un système de traduction, sous forme informatisée, numérique ou non, qui, à la demande du candidat ne connaissant aucune des langues française ou allemande, propose une traduction parlée en langue anglaise ou néerlandaise à l'aide ou non d'un support sonore pour les questions de tests ou d'examens projetées à l'écran ou transmises par les examinateurs. ».

Art. 25. Dans l'article 23 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 10 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, 2°, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, 4°, les mots « au Service public fédéral Mobilité et Transports » sont remplacés par les mots « à la DGO2 »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, 4°, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

4° dans le paragraphe 1^{er}, 6°, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

5° dans le paragraphe 1^{er}, 7°, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

6° dans le paragraphe 1^{er}, 8°, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

7° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon ».

Art. 26. Dans l'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 10 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

2° dans le paragraphe 2, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon ou son délégué ».

Art. 27. A l'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Le candidat qui ne connaît ni le français, ni l'allemand, peut subir l'examen théorique en langue néerlandaise ou en langue anglaise, avec l'assistance d'un interprète désigné parmi les traducteurs-jurés par le centre d'examen et rémunéré par le candidat. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « ou idiome » sont abrogés;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le mot « Le Ministre » est remplacé par les mots « Le Ministre wallon »;

4° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les candidats présentant un handicap auditif, qu'ils soient sourds ou malentendants, peuvent se faire assister par un interprète en langue des signes juré, désigné par le centre d'examen. L'interprète est rémunéré par le candidat et ne peut occuper aucun emploi ou fonction dans une école de conduite agréée ni donner de quelque manière que ce soit des cours de conduite professionnels. »;

5° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le candidat qui ne connaît ni le français, ni l'allemand, peut pour les examens pratiques se faire assister, à ses frais, par un interprète en langue néerlandaise ou en langue anglaise choisi parmi les traducteurs-jurés. »;

6° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, le mot « Ministre » est remplacé par les mots « Ministre wallon »;

7° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « d'un centre public d'aide sociale, » sont abrogés;

8° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « dont le modèle est déterminé par le Ministre wallon ou son délégué » sont insérés après le mot « professionnelle »;

9° le paragraphe 4 est abrogé.

Art. 28. Dans l'article 44, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 janvier 2011 et par l'arrêté royal du 10 janvier 2013, les mots « l'article 61 » sont remplacés par les mots « l'article 63 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ».

Art. 29. A l'article 53 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 10 janvier 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou par le Ministre wallon ou par son délégué, chacun en ce qui le concerne, » sont insérés après les mots « Ministre ou par son délégué » et avant les mots « de l'inspection »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou du Ministre wallon ou de son délégué, chacun en ce qui le concerne, » sont insérés après les mots « Ministre ou par son délégué » et avant les mots « les centres ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B*

Art. 30. L'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire et l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B est retiré.

Art. 31. L'article 11 du même arrêté est retiré.

Art. 32. Dans l'article 25 du même arrêté, les mots « à l'exception des articles 9 et 11 qui entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2018 » sont retirés.

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur*

Art. 33. Dans l'article 23 de l'arrêté royal du 11 mai 2004, modifié par l'arrêté royal du 10 juillet 2006, le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« Les écoles de conduite délivrent aux élèves qui ont suivi le nombre d'heures de cours prescrit aux articles 14, 14bis et 15 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ou aux articles 7/1 et 9 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, un certificat d'enseignement théorique ou pratique dont le modèle est déterminé par le Ministre wallon. Un tel certificat est également délivré à l'élève qui change d'école de conduite, avec l'indication du nombre d'heures qu'il a suivies.

En vue de l'obtention d'un permis de conduire provisoire sans guide, les candidats au permis B qui ont suivi le nombre d'heures de cours prescrit à l'article 15, alinéa 2, 6° de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire obtiennent un certificat d'enseignement avec lequel ils peuvent se présenter à un centre d'examen pour démontrer leur capacité à conduire seul, conformément à l'article 25, § 6, du même arrêté. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 34. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2018 à l'exception des articles 1^{er}, 3, 4, 19 et 20 qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2018.

Art. 35. Le Ministre qui a la Sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Namur, le 24 mai 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203170]

24. MAI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse betreffend den Fahrunterricht und die Prüfungen in Bezug auf die Kenntnis und die Tauglichkeit, die für das Führen von Kraftfahrzeugen erforderlich sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 23, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976 und abgeändert durch die Gesetze vom 29. Februar 1984 und vom 18. Juli 1990, und Artikel 27, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976 und abgeändert durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein und des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B;

Aufgrund des Berichts vom 27. Februar 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 23. April 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 63.215/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen;
Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;
Nach Beratung,
Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen im Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein*

Artikel 1 - In Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017 werden die Ziffern 14 und bis 18 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

14° Der Begriff "Gefahrenerkennungstest" bezeichnet die Prüfung am Computer, die für die Bewerber um einen Führerschein der Klasse B vorgesehen ist. Dieser computergestützte Test zielt darauf ab, die Fähigkeit des Bewerbers zu beurteilen, Gefahrensituationen unter verschiedenen Verkehrsbedingungen zu erkennen und insbesondere die tatsächlich gefährliche Situation zu bezeichnen. Dieser Test beurteilt die direkte (Sicht auf kurze, mittlere und lange Entfernung) und indirekte (Sicht anhand der Rückspiegel) Beobachtungsfähigkeit des Bewerbers.

15° Der Begriff "Test der technischen Fahrtüchtigkeit" bezeichnet die Prüfung der Fähigkeit des Bewerbers um einen Führerschein der Klasse B, während seiner Schulung ohne Begleiter auf öffentlichen Straßen unter ausreichenden Sicherheitsbedingungen zu fahren;

16° Der in Artikel 10 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B angeführte Begriff "Befähigungsnachweis" bezeichnet die Bescheinigung der Fähigkeit, allein zu fahren, die von den in Artikel 25 § 1 angeführten Prüfungszentren jenen Bewerbern um einen Führerschein der Klasse B ausgestellt wird, die den Test der technischen Fahrtüchtigkeit bestanden haben, um einen Schulungsführerschein ohne Begleiter zu erlangen;

17° Der Begriff "Dolmetscher" bezeichnet einen vereidigten Übersetzer oder ein Übersetzungssystem in computergestützter, digitaler oder sonstiger Form, der auf Antrag des Bewerbers, der weder die französische noch die deutsche Sprache beherrscht, eine gesprochene Übersetzung in englischer oder niederländischer Sprache mit oder ohne Tonträger für Testfragen oder Prüfungen anbietet, die auf den Bildschirm projiziert oder von Prüfern übermittelt werden;

18° Der Begriff "von dem Bewerber um einen Führerschein begangene Unregelmäßigkeit" bezeichnet jede Form der Kommunikation der Bewerber untereinander oder mit Dritten während der Dauer der theoretischen Prüfung oder des Gefahrenerkennungstests, ungeachtet der Art und Weise, auf die diese organisiert werden und ungeachtet der angewandten Kommunikationsmethode, sowie den bloßen, direkten oder indirekten, physischen oder elektronischen Besitz von Elementen der getesteten oder geprüften Inhalte, der nicht ausdrücklich vom Prüfer genehmigt wurde, und ganz allgemein die absichtliche oder unabsichtliche Nichteinhaltung einer der Anweisungen des Prüfers."

Art. 2 - In Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2011, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Paragraph 1 Absatz 3, aufgehoben durch den Königlichen Erlass vom 24. August 2007, wird mit folgendem Wortlaut wieder aufgenommen:

"Inhaber eines europäischen Führerscheins oder eines ausländischen nationalen Führerscheins, die nicht in Artikel 23 § 2, Ziffer 1 des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei genannt sind und die einen belgischen Führerschein erhalten möchten, müssen eine Ausbildung gemäß den Bestimmungen der geltenden Vorschriften absolvieren.";

b) Ziffer 2 von Paragraph 2 wird aufgehoben.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Artikel 14*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"14*bis*. Die Bewerber um einen Führerschein der Klasse B, die zweimal nacheinander den Gefahrenerkennungstest nicht bestanden haben, müssen drei Unterrichtsstunden in einer Fahrschule absolvieren, bevor sie den Test erneut ablegen dürfen. Der theoretische Unterricht wird mit dem praktischen Unterricht kombiniert."

Art. 4 - Artikel 15 Absatz 2 desselben Erlasses zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017 wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 1 Buchstabe d wird nach der Wortfolge "besucht haben" die Wortfolge "oder die, nachdem sie die in Artikel 5/1 § 1 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B erwähnte Anzahl Stunden abgelegt haben," eingefügt;

b) Ziffer 3 wird durch einen Buchstaben d mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"d) für Bewerber um einen Führerschein der Klasse B, die zweimal nacheinander den Test der technischen Fahrtüchtigkeit nicht bestanden haben,";

c) Ziffer 6 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"6° sechs Stunden:

für Bewerber um einen Führerschein der Klasse B, die den in Artikel 10 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B angeführten Befähigungsnachweis erhalten möchten, um einen Schulungsführerschein ohne Begleiter zu erlangen. Außer für den Inhaber eines Schulungsführerscheins mit Begleiter, der einen Schulungsführerschein ohne Begleiter erlangen möchte;"

Art. 5 - In Artikel 16 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 5. September 2002 und zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2011 zur Abänderung der Führerscheinklassen, des Führerscheinstempels und der Bedingungen für Prüfer gemäß der Richtlinie 2006/126/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 über den Führerschein wird die Wortfolge "in den Artikeln 14 und 15" jeweils durch die Wortfolge "in den Artikeln 14, 14*bis* und 15" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 25 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 4. Die Prüfungszentren stellen den Bewerbern für den Führerschein der Kategorie B, die die in Artikel 23 § 1 Ziffer 4 des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei erwähnte Prüfung bestanden haben, die Bescheinigung, dass sie die Prüfung bestanden haben, aus, deren Muster von dem wallonischen Minister festgelegt wird.";

2° Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

§ 5. Im Hinblick auf den Erhalt eines Schulungsführerscheins ohne Begleiter können die Prüfungszentren gemäß den vom wallonischen Minister oder dessen Beauftragten festgelegten Modalitäten den Bewerbern für den Führerschein der Kategorie B, die ihre Fähigkeit, alleine zu fahren, nachgewiesen haben, den in Artikel 10 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B angeführten Befähigungsnachweis ausstellen.“;

3° Dieser Artikel er wird durch die Paragraphen 6 bis 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 6. Die Fähigkeit, allein zu fahren, wird durch das erfolgreiche Ablegen des Tests der technischen Fahrtüchtigkeit belegt, die von den Prüfungszentren organisiert wird.

Der Test der technischen Fahrtüchtigkeit bezieht sich auf die in Anhang 5 angeführten Lehrstoffe und ihre Dauer darf nicht weniger als dreißig Minuten betragen. Sie wird auf die in Anlage 5 angegebene Weise bewertet.

Die Einschreibung für den Test der technischen Fahrtüchtigkeit erfolgt in der vom wallonischen Minister oder seinem Beauftragten genehmigten Form und Weise.

Der Bewerber um einen Führerschein der Klasse B, der 18 Jahre alt ist und den Test der technischen Fahrtüchtigkeit ablegen möchte, muss vorab folgende Schriftstücke erlangen:

a) die Bescheinigung über das erfolgreiche Ablegen des Gefahrenerkennungstests;

b) die von einer zugelassenen Fahrschule ausgestellte Bescheinigung über den praktischen Fahrunterricht oder gegebenenfalls den gültigen provisorischen Führerschein der Klasse B, dessen Inhaber er seit wenigstens drei Monaten ist.

Bewerber für den Führerschein der Kategorie B, die zweimal nacheinander den Test der technischen Fahrtüchtigkeit nicht bestanden haben, müssen sechs Unterrichtsstunden in einer zugelassenen Fahrschule absolvieren, bevor sie die Prüfung erneut ablegen dürfen.

Der Befähigungsnachweis, dessen Muster vom wallonischen Minister festgelegt wird, hat eine Gültigkeitsdauer von höchstens achtzehn Monaten.

§ 7. Der Gefahrenerkennungstest wird von den Prüfungszentren organisiert. Er wird in Form einer audiovisuellen Prüfung abgelegt und seine Dauer darf nicht mehr als dreißig Minuten betragen.

Er wird auf die in Anlage 5 angegebene Weise bewertet und verbessert.

Die Einschreibung für den Gefahrenerkennungstest erfolgt in der vom wallonischen Minister oder seinem Beauftragten genehmigten Form und Weise.

Die Bewerber für den Führerschein der Kategorie B, der sich dem Gefahrenerkennungstest unterziehen möchte, werden im Prüfungszentrum vorstellig mit dem Nachweis darüber, dass sie die theoretische Prüfung seit weniger als drei Jahren bestanden haben.

Bewerber für den Führerschein der Kategorie B, die zweimal nacheinander den Gefahrenerkennungstest nicht bestanden haben, dürfen diesen nur dann erneut ablegen, wenn sie eine von einer zugelassenen Fahrschule ausgestellte Unterrichtsbescheinigung vorlegen können.

Die Gültigkeit der Bescheinigung über das erfolgreiche Ablegen des Gefahrenerkennungstests, dessen Muster vom wallonischen Minister festgelegt wird, ist auf die Gültigkeit der Bescheinigung über das erfolgreiche Ablegen der theoretischen Prüfung, die die Bewerber beim Test vorgelegt haben, begrenzt.

§ 8. Der Test der technischen Fahrtüchtigkeit und der Gefahrenerkennungstest werden in französischer oder in deutscher Sprache abgelegt.

Bewerber für den Führerschein der Kategorie B, die weder die französische noch die deutsche Sprache beherrschen, können diese Prüfungen in niederländischer oder englischer Sprache mit Hilfe eines Dolmetschers ablegen, der vom Prüfungszentrum unter den vereidigten Übersetzern ausgewählt und vom Bewerber bezahlt wird.

Der Gefahrenerkennungstest kann so organisiert werden, dass mehrere Bewerber für den Führerschein der Kategorie B, die dieselbe Sprache sprechen und verstehen, gruppiert werden können.

§ 9. Bewerber für den Führerschein der Kategorie B müssen sich an die Anweisungen, die ihnen während des Gefahrenerkennungstests von den Prüfern erteilt werden, halten.

Stellt ein Prüfer bei einem Bewerber für den Führerschein der Kategorie B eine Unregelmäßigkeit fest, so setzt er seine Bewertung gegebenenfalls nach der vorläufigen Einbehaltung der vom Bewerber regelwidrig besessenen Elemente aus. Der Bewerber wird über die relevanten Tatsachen und Dokumente, die die festgestellte Unregelmäßigkeit belegen, unterrichtet. Ist der Bewerber volljährig, wird er sofort angehört und zu den Mitteln zur Erklärung und Verteidigung betreffend die ihm zur Last gelegte Unregelmäßigkeit befragt. Der minderjährige Bewerber wird in Begleitung eines Elternteils oder der Person mit elterlicher Vollmacht angehört. Nach der Anhörung werden zwei Kopien des Anhörungsprotokolls zur Unterzeichnung durch den Prüfer und den Bewerber sowie gegebenenfalls durch die Eltern oder Erziehungsberechtigten erstellt. Eine der beiden Kopien wird dem Bewerber oder gegebenenfalls den Eltern oder Erziehungsberechtigten des Bewerbers ausgehändigt, die andere wird vom Prüfungszentrum aufbewahrt. Der Prüfer legt den Sachverhalt und die Mittel dar und entscheidet, ob eine Unregelmäßigkeit vorliegt oder nicht. Wenn es eine Unregelmäßigkeit gegeben hat, besteht der Bewerber den Gefahrenerkennungstest nicht und wird für die nächsten 12 Monate ausgeschlossen, bevor er den Test erneut ablegen kann. Der Prüfer unterrichtet den betreffenden Bewerber über die gegen ihn getroffene Entscheidung und die Gründe, die dazu geführt haben. Der Bewerber kann bei dem in Artikel 47 angeführten Beschwerdeausschuss Beschwerde einlegen.

§ 10. Bewerber mit unzureichenden geistigen oder intellektuellen Fähigkeiten oder mit unzureichendem Alphabetisierungsstand können auf ihre Anfrage hin den Gefahrenerkennungstest während einer Sondersitzung, deren Modalitäten vom wallonischen Minister oder von seinem Beauftragten gebilligt sind, ablegen. Die Betroffenen legen den Beweis vor, dass sie sich in einem der vorerwähnten Fälle befinden, insbesondere durch die Vorlage einer Bescheinigung oder eines Attestes eines psycho-medizinisch-sozialen Zentrums, einer Sonderschule, eines Beobachtungs- und Betreuungszentrums oder eines Berufsorientierungszentrums. Das Muster dieser Bescheinigungen oder Attests wird vom wallonischen Minister oder von seinem Beauftragten festgelegt.

Die in Absatz 1 angeführten Bescheinigungen oder Attests können von anderen Einrichtungen ausgestellt werden, die vom wallonischen Minister benannt werden.“.

Art. 7 - In Artikel 26 § 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 28. April 2011 zur Abänderung der Führerscheinklassen, des Führerscheinstickers und der Bedingungen für Prüfer gemäß der Richtlinie 2006/126/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 über den Führerschein wird die Wortfolge "von drei Jahren Berufserfahrung" durch die Wortfolge "der Zulassung für die Klasse B" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 32 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. Dezember 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 3 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Bewerber, die weder die französische noch die deutsche Sprache beherrschen, können die theoretische Prüfung in niederländischer oder englischer Sprache mit Hilfe eines Dolmetschers ablegen, der vom Prüfungszentrum unter den vereidigten Übersetzern ausgewählt und vom Bewerber bezahlt wird.

Bewerber für den Führerschein mit einer Hörbehinderung, ob taub oder schwerhörig, können sich von einem vom Prüfungszentrum ausgewählten vereidigten Gebärdensprachdolmetscher beistehen lassen. Der Dolmetscher wird vom Bewerber bezahlt und darf keine Stelle oder Funktion in einer zugelassenen Fahrschule ausüben oder in irgendeiner Weise professionellen Fahrunterricht erteilen."

2° in Paragraph 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "oder Mundart" aufgehoben;

4° in Paragraph 4 wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Stellt ein Prüfer bei einem Bewerber für den Führerschein eine Unregelmäßigkeit fest, so setzt er seine Bewertung gegebenenfalls nach der vorläufigen Einbehaltung der vom Bewerber regelwidrig besessenen Elemente aus. Der Bewerber wird über die relevanten Tatsachen und Dokumente, die die festgestellte Unregelmäßigkeit belegen, unterrichtet. Ist der Bewerber volljährig, wird er sofort angehört und zu den Mitteln zur Erklärung und Verteidigung betreffend die ihm zur Last gelegte Unregelmäßigkeit befragt. Ist der Bewerber minderjährig, so ist ein Elternteil oder die Person mit elterlicher Vollmacht während der Anhörung anwesend. Nach der Anhörung werden zwei Kopien des Anhörungsprotokolls zur Unterzeichnung durch den Prüfer und den Bewerber sowie gegebenenfalls durch die Eltern oder Erziehungsberechtigten erstellt. Eine der beiden Kopien wird dem Bewerber oder gegebenenfalls den Eltern oder Erziehungsberechtigten des Kandidaten ausgehändigt, die andere wird vom Prüfungszentrum aufbewahrt. Der Prüfer legt den Sachverhalt und die Mittel dar und entscheidet, ob eine Unregelmäßigkeit vorliegt oder nicht. Wenn es eine Unregelmäßigkeit gegeben hat, besteht der Bewerber die theoretische Prüfung nicht und wird für die nächsten 12 Monate ausgeschlossen, bevor er die Prüfung erneut ablegen kann. Der Prüfer unterrichtet den Bewerber über die gegen ihn getroffene Entscheidung und die Gründe, die dazu geführt haben. Der Bewerber kann bei dem in Artikel 47 angeführten Beschwerdeausschuss Beschwerde einlegen;"

4° in Paragraph 5 Absatz 1 wird das Wort "Minister" durch die Wortfolge "wallonischen Minister" ersetzt;

5° in Paragraph 5 Absatz 2 wird die Wortfolge "eines öffentlichen Sozialhilfezentrums," aufgehoben;

6° Paragraph 5 Absatz 2 wird durch folgenden Satz ergänzt: "Die Bescheinigungen oder Attests können jedoch von anderen Einrichtungen ausgestellt werden, die vom wallonischen Minister benannt werden."

7° in Paragraph 5 wird die Absatz 3 aufgehoben;

8° in Paragraph 6 wird die Wortfolge "darf der Bewerber um einen für die Klasse B gültigen Führerschein lediglich eine neue theoretische Prüfung gegen Vorlage einer von einer Fahrschule ausgestellten Bescheinigung über den theoretischen Unterricht ablegen." durch die Wortfolge "muss der Bewerber an einer theoretischen Fahrausbildung von zwölf Stunden in einer zugelassenen Fahrschule teilnehmen, bevor er wieder zur Prüfung zugelassen werden kann."

Art. 9 - In Artikel 35 Ziffer 2 Buchstabe b desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 und abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 3. April 2013 wird der Satz "Der Schulungsführerschein wird gegebenenfalls von einer Unterrichtsbescheinigung begleitet, die nachweist, dass die nach zweimaligem Nichtbestehen der praktischen Prüfung auferlegten Unterrichtsstunden absolviert worden sind" durch den Satz "Hat der Bewerber zweimal nacheinander die praktische Prüfung nicht bestanden, wird der Schulungsführerschein von einer Unterrichtsbescheinigung begleitet, die nachweist, dass der Bewerber die nach jedem zweiten aufeinanderfolgenden Nichtbestehen auferlegten Unterrichtsstunden absolviert hat."

Art. 10 - In Artikel 35/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 8. Januar 2013 und abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 15. November 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird Ziffer 6 durch Folgendes ersetzt:

"6° Hat der Bewerber zweimal nacheinander die Prüfung auf einem vom Verkehr abgegrenzten Gelände der praktischen Prüfung nicht bestanden, den Beweis, dass er nach jedem zweiten aufeinanderfolgenden Nichtbestehen an der Artikel 15 Absatz 2 Ziffer 1 Buchstabe c vorgesehenen Schulung teilgenommen hat;"

b) in Absatz 2 wird Ziffer 7 durch Folgendes ersetzt:

"7° Hat der Bewerber zweimal nacheinander die Prüfung auf öffentlicher Straße der praktischen Prüfung nicht bestanden, den Beweis, dass er nach jedem zweiten aufeinanderfolgenden Nichtbestehen an der Artikel 15 Absatz 2 Ziffer 1 Buchstabe g vorgesehenen Schulung teilgenommen hat."

Art. 11 - In Artikel 36 Ziffer 3 Buchstabe b desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 3. April 2013, wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Hat der Bewerber zweimal nacheinander die praktische Prüfung nicht bestanden, wird der Schulungsführerschein von einer Unterrichtsbescheinigung begleitet, die nachweist, dass der Bewerber nach jedem zweiten aufeinanderfolgenden Nichtbestehen die in Artikel 15 Absatz 2 Ziffer 2 Buchstabe a vorgesehenen Unterrichtsstunden absolviert hat."

Art. 12 - In Artikel 37 Ziffer 2 Buchstabe b desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 3. April 2013, wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Hat der Bewerber zweimal nacheinander die praktische Prüfung nicht bestanden, wird der Schulungsführerschein von einer Unterrichtsbescheinigung begleitet, die nachweist, dass der Bewerber nach jedem zweiten aufeinanderfolgenden Nichtbestehen die in Artikel 15 Absatz 2 Ziffer 1 Buchstabe e vorgesehenen Unterrichtsstunden absolviert hat."

Art. 13 - Artikel 39 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 4. Dezember 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 3 wird Absatz 1 durch folgenden Satz ergänzt: "Mit Bewerbern, die Inhaber eines Schulungsführerscheins mit Schulungsbegleiter sind, fährt neben dem Prüfer ein Schulungsbegleiter mit, der die in Artikel 7/1 § 2 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B erwähnten Bedingungen erfüllt;"

2° in Paragraph 3 Absatz 3 wird das Wort "Minister" durch die Wortfolge "wallonischen Minister" ersetzt;

3° in Paragraph 4 Absatz 2 wird das Wort "Minister" durch die Wortfolge "wallonischen Minister" ersetzt;

4° Paragraph 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 8. "Bewerber, die weder die französische noch die deutsche Sprache beherrschen, können sich auf ihre Kosten von einem von Prüfungszentren unter den vereidigten Übersetzern ausgewählten Dolmetscher niederländischer oder englischer Sprache begleiten lassen."

Art. 14 - In Artikel 44 § 4 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Erlasses, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 22. März 2004 und vom 1. Dezember 2013, und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° zwischen die Wortfolge "de l'Emploi" und die Wortfolge "des Arbeitsamts" wird die Wortfolge "des "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding"" wieder eingefügt;

2° nach dem Wort "Gemeinschaft" wird die Wortfolge "oder des "Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle"" wieder eingefügt.

Art. 15 - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt VII des Kapitels IV des Titels III durch Folgendes ersetzt: "Beschwerden".

Art. 16 - In Artikel 47 § 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 5. September 2002, und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, wird Absatz 1 durch folgende Wortfolge ergänzt: "sowie mit den Beschwerden wegen Ausschluss und Nichtbestehen aufgrund einer von dem Bewerber um einen Führerschein begangenen Unregelmäßigkeit".

Art. 17 - In demselben Erlass wird ein Artikel 48bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 48bis. § 1. Beschließt der Prüfer eines Prüfungszentrums, den Bewerber um einen Führerschein, der eine Unregelmäßigkeit begangen hat, von der theoretischen Prüfung auszuschließen und somit dessen Nichtbestehen zu beschließen, so kann der Bewerber, wenn er volljährig ist, seine Eltern oder die Person mit elterlicher Vollmacht, wenn er minderjährig ist, bei dem in Artikel 47 genannten Ausschuss Beschwerde einreichen. Diese Beschwerde wird innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Nichtbestehen und Ausschluss eingereicht.

Die Beschwerde wird per Einschreibebrief an den Präsidenten des Beschwerdeausschusses gerichtet. Die in Artikel 63 vorgesehene Gebühr wird auf die in diesem Artikel festgelegte Weise gezahlt.

Sie wird nur auf Beschluss des Beschwerdeausschusses zurückerstattet.

In der vom Bewerber, wenn er volljährig ist, und von seinen Eltern oder der Person mit elterlicher Vollmacht, wenn er minderjährig ist, unterzeichneten Beschwerde sind sein Name, Vorname und Geburtsdatum sowie das Prüfungszentrum, in dem die Prüfung abgelegt wurde, und das Datum der Prüfung vermerkt. Die Beschwerde ist mit Gründen versehen durch Angabe von Sachverhalten, die ausschließlich die Personen und die örtlichen und zeitlichen Umstände, unter denen die Prüfung abgelegt wurde, sowie das angewandte Verfahren betreffen.

§ 2. Der Beschwerdeausschuss führt alle zusätzlichen Untersuchungen durch, die er für zweckdienlich hält.

Er entscheidet über die Ordnungsmäßigkeit der Entscheidung des Prüfers im Prüfungszentrum und stellt fest, dass die Tatsachen, die dem Nichtbestehen und dem Ausschluss des Bewerbers zugrunde liegen, eine Unregelmäßigkeit des Bewerbers im Sinne von Artikel 1 Ziffer 18 darstellen. Im Falle einer Unregelmäßigkeit bestätigt er die Entscheidung, die Gegenstand der Beschwerde ist.

Gegebenenfalls kann er dem Beschwerdeführer erlauben, eine neue theoretische Prüfung abzulegen und dabei die Bedingungen bestimmen, unter denen die Prüfung abgelegt wird."

Art. 18 - In demselben Erlass wird ein Artikel 48ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 48ter. § 1. Beschließt der Prüfer eines Prüfungszentrums, den Bewerber um einen Führerschein der Klasse B, der eine Unregelmäßigkeit nach Artikel 1 Ziffer 18 begangen hat, von dem Gefahrenerkennungstest auszuschließen und somit dessen Nichtbestehen zu beschließen, so kann der Bewerber, wenn er volljährig ist, seine Eltern oder die Person mit elterlicher Vollmacht, wenn er minderjährig ist, bei dem in Artikel 47 genannten Ausschuss Beschwerde einreichen. Diese Beschwerde wird innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Nichtbestehen und Ausschluss eingereicht.

Die Beschwerde wird per Einschreibebrief an den Präsidenten des Beschwerdeausschusses gerichtet. Die in Artikel 63 vorgesehene Gebühr wird auf die in diesem Artikel festgelegte Weise gezahlt.

Sie wird nur auf Beschluss des Beschwerdeausschusses zurückerstattet.

In der vom Bewerber, wenn er volljährig ist, und von seinen Eltern oder der Person mit elterlicher Vollmacht, wenn er minderjährig ist, unterzeichneten Beschwerde sind sein Name, Vorname und Geburtsdatum sowie das Prüfungszentrum, in dem der Test abgelegt wurde, und das Datum des Tests vermerkt. Die Beschwerde ist mit Gründen versehen durch Angabe von Sachverhalten, die ausschließlich die Personen und die örtlichen und zeitlichen Umstände, unter denen die Prüfung abgelegt wurde, sowie das angewandte Verfahren betreffen.

§ 2. Der Beschwerdeausschuss führt alle zusätzlichen Untersuchungen durch, die er für zweckdienlich hält.

Er entscheidet über die Ordnungsmäßigkeit der Entscheidung des Prüfers im Prüfungszentrum und stellt fest, dass die Tatsachen, die dem Nichtbestehen und dem Ausschluss des Bewerbers zugrunde liegen, eine Unregelmäßigkeit des Bewerbers im Sinne von Artikel 1 Ziffer 18 darstellen. Im Falle einer Unregelmäßigkeit bestätigt er die Entscheidung, die Gegenstand der Beschwerde ist. Gegebenenfalls kann er dem Beschwerdeführer erlauben, eine neuen Gefahrenerkennungstest abzulegen und dabei die Bedingungen bestimmen, unter denen dieser Test abgelegt wird."

Art. 19 - In Artikel 63 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "und die in Artikel 25 vorgesehenen Tests" zwischen das Wort "Prüfungen" und die Wortfolge "sind folgende Gebühren zu zahlen" eingefügt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge:

"Gefahrenerkennungstest Klasse B: ...(15,00 EUR);

Test der technischen Fahrtüchtigkeit Klasse B: ...(60,00 EUR)" zwischen die Wortfolge "sind folgende Gebühren zu zahlen" und die Wortfolge "Theoretische Prüfung...(15,00 EUR)" eingefügt.

Art. 20 - In Anlage 5 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 15. Juli 2004 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Überschrift "PRAKTISCHE PRÜFUNG" wird durch die Überschrift "TESTS UND PRAKTISCHE PRÜFUNG" ersetzt;

2° in III.B.17 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2. rückwärts zwischen zwei Fahrzeugen auf der linken oder rechten Seite der Straße und parallel zu dieser Straße einparken, und aus dem Parkplatz ausfahren;";

3° in III.B.17 wird Ziffer 3 durch Folgendes ersetzt:

“3. eine von den folgenden vier durch das Los bestimmten und auf öffentlicher Straße bzw. an einem öffentlichen Ort durchzuführenden Fahrübungen:

1° in einer engen Straße umkehren;

2° in gerader Richtung rückwärtsfahren;

3° vorwärts in einen senkrecht zur Straße ausgerichteten Parkplatz einparken und rückwärts aus dem Parkplatz ausfahren;

4° rückwärts in einen senkrecht zur Straße ausgerichteten Parkplatz einparken und vorwärts aus dem Parkplatz ausfahren;”;

4° III.C, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

“C. Gefahrenerkennungstest (nur für die Klasse B):

Die Tatsächlichkeit eines während des Tests illustrierten Risikos muss den Fahrer zu einer Entscheidung und einer Handlung führen, zu der er in einer ähnlichen Verkehrssituation, in der dieses Risiko nicht vorhanden wäre, nicht gekommen wäre.”;

5° III wird um einen Punkt D mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“D. Der Test der technischen Fahrtüchtigkeit umfasst folgende Punkte:

1. nach dem Halten im Verkehr wieder anfahren, aus einem Privatweg ausfahren;

2. auf geraden Straßen fahren, an entgegenkommenden Fahrzeugen, auch in engen Durchfahrten, vorbeifahren;

3. in Kurven fahren;

4. Auffahrt auf oder Ausfahrt von Autobahnen oder ähnlichen Straßen, falls möglich;

5. Fahrzeuge überholen und an ihnen vorbeifahren: andere Fahrzeuge überholen, Hindernisse umfahren, überholt werden;

6. besondere Straßenabschnitte: u.a. Kreisverkehr, Bahnübergänge, Straßenbahn- oder Bushaltestellen, Fußgängerübergänge, lange Steigungen aufwärts oder abwärts, Tunnel;

7. Beherrschung des Fahrzeugs: richtige Benutzung der Rückspiegel und der Lichter; richtige Benutzung der Kupplung, der Schaltung, des Gaspedals, der Bremssysteme, des Sicherheitsgurts, der Kopfstütze, des Sitzes und der Lenkung;

8. Aufmerksamkeit: Rundblick, richtige Benutzung der Rückspiegel, Sicht auf kurze, lange und mittlere Entfernungen;

9. Vorfahrt und Vorfahrt gewähren an Kreuzungen und Bahnübergängen; bei Richtungsänderung oder Fahrspurwechsel oder bei Ausführung bestimmter Fahrmanöver; Heranfahren an und Überqueren von Kreuzungen;

10. richtiges Einordnen auf der Straße, auf den Fahrspuren, in einem Kreisverkehr und in Kurven unter Berücksichtigung des Typs und der Eigenschaften des Kraftfahrzeugs; vorausschauende Positionierung auf der Straße;

11. Sicherheitsabstand: ausreichenden Abstand nach vorne und zur Seite halten, ausreichenden Abstand zu den übrigen Verkehrsteilnehmern halten;

12. Geschwindigkeitsbeschränkungen;

13. Verkehrszeichen und Anweisungen der Verkehrspolizisten;

14. Signale: bei Bedarf rechtzeitig die notwendigen und richtigen Signale geben;

15. Bremsen und Anhalten: rechtzeitiges Verlangsamens, den Umständen angepasstes Bremsen oder Anhalten;

16. Fahrhaltung einstellen;

17. Fahrübungen auf öffentlicher Straße durchführen: einparken, rückwärtsfahren, umkehren.”;

6° in VI. wird die Wortfolge “BEWERTUNG DER PRÜFUNG” durch die Wortfolge “BEWERTUNG DER TESTS UND DER PRAKTISCHEN PRÜFUNG” ersetzt;

7° in VI.B Absatz 1 wird die Wortfolge “(mit Ausnahme der Klassen A1, A2 und A)” durch die Wortfolge “(mit Ausnahme der Klassen A1, A2, A und B)” ersetzt;

8° VI. B Ziffer 11 wird aufgehoben;

9° VI. B Ziffer 12 wird aufgehoben;

10° in VI.B wird nach “gefährden.” und vor “C. Gefahrenerkennungstest (nur für die Klasse B)” der folgende Wortlaut eingefügt:

“Die Prüfung wird nach folgenden Rubriken und Bewertungsaspekten bewertet (Klasse B):

Rubriken:

1. anfahren

2. gerade Straßen

3. Kurven

4. Kreuzungen und Kreisverkehr

5. Richtungsänderung/Fahrspurwechsel vornehmen

6. auf einen/aus einem Verkehrsweg auffahren/ausfahren

7. überholen/ an entgegenkommenden Fahrzeugen vorbeifahren

8. schwache Verkehrsteilnehmer

9. Vorabkontrollen

10. Fahrübungen.

Bewertungsaspekte:

A. Beherrschung des Fahrzeugs

B. Verkehrsregeln anwenden

C. Blicktechnik

D. defensives, sozial verantwortliches und umweltbewusstes Fahrverhalten

Die Rubriken werden nach den Bewertungsaspekten bewertet. Die durch die Kombination der Rubriken und der Bewertungsaspekte erzielten Elemente werden mit den Noten “gut”, “verbesserungsbedürftig” oder “nicht erworben” bewertet.

Der Bewerber wird zurückgestellt, wenn:

- ein Element mit “nicht erworben” bewertet wurde;

- Fahrfehler oder ein gefährliches Fahrverhalten das Prüfungsfahrzeug, den Bewerber oder andere Verkehrsteilnehmer unmittelbar gefährden“;

11° VI. wird um einen Punkt C mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“C. Gefahrenerkennungstest (nur für die Klasse B)

Die Prüfung wird wie folgt bewertet:

Die Bewerber um den Führerschein bestehen den Test, wenn sie mindestens 60 % der Gesamtpunktzahl für diese Prüfung erreichen.“;

12° VI. wird um einen Punkt D mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“D. Test der technischen Fahrtüchtigkeit.

Die Prüfung wird nach folgenden Rubriken und Bewertungsaspekten bewertet:

Rubriken:

1. anfahren
2. gerade Straßen
3. Kurven
4. Kreuzungen und Kreisverkehr
5. Richtungsänderung/Fahrspurwechsel vornehmen
6. Auffahrt auf/Ausfahrt aus einem Verkehrsweg
7. überholen/ an entgegenkommenden Fahrzeugen vorbeifahren
8. schwache Verkehrsteilnehmer
9. Vorabkontrollen
10. Fahrübungen

Bewertungsaspekte:

- A. Beherrschung des Fahrzeugs
- B. Verkehrsregeln anwenden
- C. Blicktechnik

Die Rubriken werden nach den Bewertungsaspekten bewertet. Die durch das Kombinieren der Rubriken mit den Bewertungsaspekten erzielten Elemente werden mit den Noten “gut“, “verbesserungsbedürftig“ oder “nicht erworben“ bewertet.

Der Bewerber wird zurückgestellt, wenn:

- ein Element mit “nicht erworben“ bewertet wurde;
- Fahrfehler oder ein gefährliches Fahrverhalten das Prüfungsfahrzeug, den Bewerber oder andere Verkehrsteilnehmer unmittelbar gefährden“;

*KAPITEL II — Abänderungen im Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006
über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B*

Art. 21 - In den Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B wird ein Kapitel II/1, das die Artikel 7/1 bis 7/3 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“KAPITEL II/1 - Theoretische Prüfung und Schulung

Art. 7/1 - § 1. Der Bewerber um den Führerschein der Klasse B, der die theoretische Prüfung bestanden hat, erhält seine Bescheinigung über das Bestehen der Prüfung, deren Muster vom wallonischen Minister bestimmt wird.

§ 2. Der Bewerber um den Führerschein der Klasse B, der ab dem 1. Juli 2018 die theoretische Prüfung bestanden hat und im Rahmen der Schulung nach Artikel 8 § 1 Ziffer 3 seine Schulung im Beisein eines Begleiters fortsetzen möchte, nimmt nach den vom wallonischen Minister bestimmten Modalitäten mit seinem/seinen Begleiter(n) an einem pädagogischen Gesprächstermin teil.

Dieser pädagogische Gesprächstermin hat eine Dauer von drei Stunden und kann online organisiert werden. Die Kosten im Zusammenhang mit dem pädagogischen Gesprächstermin gehen zu Lasten des Bewerbers.

Der pädagogische Gesprächstermin wird gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen von zugelassenen Fahrschulen organisiert, in Ausführung des vom wallonischen Minister oder dessen Beauftragten genehmigten Programms.

Der pädagogische Gesprächstermin kann jedoch von anderen vom wallonischen Minister bestimmten Einrichtungen organisiert werden.

Nach Abschluss dieses pädagogischen Gesprächstermins wird dem Bewerber und seinem/seinen Begleiter(n) eine fünf Jahre lang gültige Bescheinigung ausgestellt. Der Bewerber erhält auch ein Logbuch.

§ 3. Der Bewerber und sein/seine Begleiter nehmen an dem pädagogischen Gesprächstermin vor Beginn der in Artikel 8 § 1 Ziffer 3 genannten Schulung teil. Während der Schulung befindet sich das Logbuch im Fahrzeug, das vom Bewerber gesteuert wird, und wird von ihm und seinem Begleiter ordnungsgemäß geführt.

Das Logbuch enthält die Fortschritte, die der Bewerber beim Fahren gemacht hat, sowie die Anzahl der in diesem Zeitraum gefahrenen Kilometer. Nur die Kilometer, die ab dem Datum der Ausstellung der Bescheinigung über die Teilnahme am pädagogischen Gesprächstermin gefahren wurden, kommen in Betracht für die Berechnung der in Artikel 8 § 1 Ziffer 4 vorgeschriebenen Anzahl Kilometer.“.

Art. 7/2 - Mit Ausnahme der geprüften Fahrschullehrer, die über eine gültige Unterrichtsgenehmigung verfügen, erfüllen der/die Begleiter des Bewerbers, bevor sie im Fahrzeug Platz nehmen und mit der in Artikel 8 § 1 Ziffer 3 genannten Schulung beginnen, die Bedingungen nach Artikel 7/1 § 2.

Art. 7/3 - § 1. Der Bewerber nach Artikel 3 § 1 darf während der in Artikel 8 § 1 Ziffer 3 genannten Schulung ausschließlich von dem/den Begleiter(n) begleitet werden, die die Bedingungen nach Artikel 7/1 § 2 erfüllen, oder von einem geprüften Fahrschullehrer, die über eine gültige, den Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen entsprechende Unterrichtsgenehmigung verfügt.

§ 2. Ist der Begleiter ein geprüfter Fahrlehrer, der über eine gültige Unterrichtsgenehmigung verfügt, so erstellt er für jeden Bewerber eine Eintragungskarte und wird für das Fahrzeug eine Haftpflichtversicherung abgeschlossen, die den Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen entsprechen. Er vergewissert sich ebenfalls, dass das Logbuch sich im vom Bewerber während der Schulung besteuerten Fahrzeug befindet und ordnungsgemäß geführt wird, wie in Artikel 7/1 § 2 Absatz 5 vorgesehen.

Bei Nichteinhaltung dieser Bestimmungen kann der wallonische Minister oder dessen Beauftragter, nachdem er den geprüften Fahrlehrer zwecks des Vorbringens seiner Erklärungen und Verteidigungsmittel im Zusammenhang mit der ihm vorgeworfenen Unregelmäßigkeit angehört hat, für einen Zeitraum von höchstens fünfzehn Tagen die Unterrichtsgenehmigung aussetzen.

Stellt der Minister oder dessen Beauftragter fest, dass die Nichteinhaltung der Bestimmungen trotz einer vorherigen Aussetzungsmaßnahme bestehen bleibt, so entzieht er die Unterrichtsgenehmigung, nachdem er den geprüften Fahrlehrer zwecks des Vorbringens seiner Erklärungen und Verteidigungsmittel im Zusammenhang mit der ihm vorgeworfenen Unregelmäßigkeit angehört hat.

Während des Aussetzungszeitraums oder nach dem Beschluss zum Entzug der Unterrichtsgenehmigung darf der geprüfte Fahrlehrer keinen praktischen Fahrausbildungslehrgang beginnen oder fortsetzen.

Der Unterricht, der von einem geprüften Fahrlehrer erteilt wurde, der über keine Unterrichtsgenehmigung verfügt oder dessen Genehmigung ausgesetzt wurde, kommt nicht in Betracht für die Berechnung der in Artikel 8 § 1 Ziffer 4 vorgesehenen Bedingung.

Art. 22 - In Artikel 8 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„5° den Gefahrenerkennungstest nach Artikel 1 Ziffer 14 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein bestanden haben.“;

2° in § 1 wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Der Inhaber eines Schulungsführerscheins mit Begleiter, der den Test der technischen Fahrtüchtigkeit erfolglos abgelegt hat, wird während eines dreimonatigen Zeitraums beginnend an dem Tag, an dem er zum zweiten Mal hintereinander nicht bestanden hat, von der praktischen Prüfung zur Erlangung seines Führerscheins der Klasse B ausgeschlossen.“;

3° in § 2 wird die Wortfolge „den Gefahrenerkennungstest bestanden haben und die vom wallonischen Minister festgelegten Bedingungen erfüllen,“ zwischen die Wortfolge „in einer zugelassenen Fahrschule teilgenommen haben,“ und die Wortfolge „dürfen die praktische Prüfung direkt ablegen“ eingefügt;

4° in § 3 Absatz 4 werden die Wörter „Absatz 1“ durch die Wörter „Absatz 3“ ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 10 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 2 wird die Wortfolge „in Artikel 23 § 6 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen erwähnten“ vor das Wort „Befähigungsnachweises“ wieder eingefügt;

2° Absatz 3 wird aufgehoben.

KAPITEL III — Abänderungen im Königlichen Erlass vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E

Art. 24 - In Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 4. Mai 2007 über den Führerschein, die berufliche Eignung und die Weiterbildung der Fahrer von Fahrzeugen der Klassen 2007, C1, C, C+E, C1+E, D1, D, D+E, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Januar 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 3/1 wird mit folgendem Wortlaut eingefügt: „3/1. „OGD2“: die operative Generaldirektion Mobilität und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“;

b) er wird um eine Ziffer 36 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„36. „Dolmetscher“: ein vereidigter Übersetzer oder ein Übersetzungssystem in computergestützter, digitaler oder sonstiger Form, der auf Antrag des Bewerbers, der weder die französische noch die deutsche Sprache beherrscht, eine gesprochene Übersetzung in englischer oder niederländischer Sprache mit oder ohne Tonträger für Testfragen oder Prüfungen anbietet, die auf den Bildschirm projiziert oder von Prüfern übermittelt werden.“.

Art. 25 - In Artikel 23 desselben Erlasses, ersetzt durch den Königlichen Erlass vom 10. Januar 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 Ziffer 2 wird das Wort „Minister“ durch die Wortfolge „wallonischen Minister“ ersetzt;

2° in § 1 Ziffer 4 wird die Wortfolge „dem Föderalen Öffentlichen Dienst Mobilität und Transportwesen“ durch die Wortfolge „der OGD2“ ersetzt;

3° in § 1 Ziffer 4 wird das Wort „Minister“ durch die Wortfolge „wallonische Minister“ ersetzt;

4° in § 1 Ziffer 6 wird das Wort „Minister“ durch die Wortfolge „wallonische Minister“ ersetzt;

5° in § 1 Ziffer 7 wird das Wort „Ministers“ durch die Wortfolge „wallonischen Ministers“ ersetzt;

6° in § 1 Ziffer 8 wird das Wort „Minister“ durch die Wortfolge „wallonischen Minister“ ersetzt;

7° in § 2 Absatz 1 wird das Wort „Minister“ durch die Wortfolge „wallonischen Minister“ ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 10. Januar 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird das Wort „Minister“ durch die Wortfolge „wallonischen Minister“ ersetzt;

2° in § 2 wird das Wort „Minister“ durch die Wortfolge „wallonische Minister oder sein Beauftragter“ ersetzt.

Art. 27 - In Artikel 27 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Januar 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„Der Bewerber, der weder das Französische noch das Deutsche beherrscht, kann die theoretische Prüfung in der niederländischen oder in der englischen Sprache mit Hilfe eines Dolmetschers ablegen, der vom Prüfungszentrum unter den vereidigten Übersetzern ausgewählt und vom Bewerber bezahlt wird.“;

2° in § 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "oder Mundart" gestrichen;

3° in § 1 Absatz 3 wird das Wort "Minister" durch die Wortfolge "wallonische Minister" ersetzt;

4° § 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Bewerber mit einer Hörbehinderung, ob taub oder schwerhörig, können sich von einem vom Prüfungszentrum ausgewählten vereidigten Gebärdensprachdolmetscher beistehen lassen. Der Dolmetscher wird vom Bewerber bezahlt und darf keine Stelle oder Funktion in einer zugelassenen Fahrschule ausüben oder in irgendeiner Weise professionellen Fahrunterricht erteilen.";

5° § 2 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 2. Der Bewerber, der weder das Französische noch das Deutsche beherrscht, kann sich für die praktischen Prüfungen auf seine Kosten von einem unter den vereidigten Übersetzern ausgewählten Dolmetscher für die niederländische oder englische Sprache beistehen lassen.";

6° in § 3 Absatz 1 wird das Wort "Minister" durch die Wortfolge "wallonischen Minister" ersetzt;

7° in § 3 Absatz 2 wird die Wortfolge "eines öffentlichen Sozialhilfezentrums," gestrichen;

8° in § 3 Absatz 2 wird die Wortfolge ", deren/dessen Muster vom wallonischen Minister oder von seinem Beauftragten bestimmt wird," zwischen das Wort "Berufsorientierungszentrums" und das Wort "vorlegen" eingefügt;

9° § 4 wird aufgehoben.

Art. 28 - In Artikel 44 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 25. Januar 2011 und durch den Königlichen Erlass vom 10. Januar 2013, wird die Wortfolge "Artikel 61 des Königlichen Erlasses über den Führerschein" durch die Wortfolge "Artikel 63 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 53 desselben Erlasses, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Januar 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird die Wortfolge " bzw. vom wallonischen Minister oder von seinem Beauftragten, je nach Zuständigkeitsbereich," nach der Wortfolge "vom Minister oder von seinem Beauftragten" und vor der Wortfolge "mit der Inspektion" eingefügt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge " bzw. des wallonischen Ministers oder seines Beauftragten, je nach Zuständigkeitsbereich," nach der Wortfolge "des Ministers oder seines Beauftragten" und vor der Wortfolge "sind die Prüfungszentren" eingefügt.

KAPITEL IV — Abänderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017

zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein und des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B

Art. 30 - Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein und des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Kategorie B wird zurückgezogen.

Art. 31 - Artikel 11 desselben Erlasses wird zurückgezogen.

Art. 32 - In Artikel 25 desselben Erlasses wird die Wortfolge ", mit Ausnahme der Artikel 9 et 11, die am 1. Oktober 2018 in Kraft treten" zurückgezogen.

KAPITEL V — Abänderungen im Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen

Art. 33 - In Artikel 23 des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 10. Juli 2006, wird § 6 durch Folgendes ersetzt:

"Die Fahrschulen stellen den Schülern, die die in den Artikeln 14, 14bis und 15 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein oder in den Artikeln 7/1 und 9 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B vorgeschriebene Anzahl Unterrichtsstunden absolviert haben, eine Bescheinigung über den theoretischen oder praktischen Unterricht aus, deren Muster vom wallonischen Minister bestimmt wird. Eine solche Bescheinigung mit Angabe der Anzahl absolvierter Unterrichtsstunden wird ebenfalls dem Schüler ausgestellt, der die Fahrschule wechselt.

Im Hinblick auf die Erlangung eines Schulungsführerscheins ohne Begleiter erhalten die Bewerber um den Führerschein der Klasse B, die die in Artikel 15 Absatz 2 Ziffer 6 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein vorgeschriebene Anzahl Unterrichtsstunden absolviert haben, eine Unterrichtsbescheinigung, mit der sie bei einem Prüfungszentrum vorstellig werden können, um nachzuweisen, dass sie allein fahren können, in Übereinstimmung mit Artikel 25 § 6 desselben Erlasses."

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 34 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2018 wirksam mit Ausnahme der Artikel 1, 3, 4, 19 und 20, die am 1. Juli 2018 in Kraft treten.

Art. 35 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Mai 2018

Für die Regierung :
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203170]

24 MEI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van diverse besluiten met betrekking tot het rijonderricht en de examens betreffende de kennis en de vaardigheid die nodig zijn voor het besturen van voertuigen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer, de artikelen 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990, en 27, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;

Gelet op het verslag van 27 februari 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 63.215/4 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging in het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs*

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, worden de punten 14^o tot 18^o ingevoegd, luidend als volgt :

14^o "risicoperceptietest", examen op computer voor de kandidaten voor het rijbewijs van categorie B. Deze geïnformateerde test wil de capaciteit van de kandidaat meten om risicodragende situaties in verschillende verkeersomstandigheden te identificeren en meer bepaald om de werkelijke risicosituatie te kwalificeren. Deze test evalueert het directe observatievermogen (dichtbij, verder weg, ver kijken) en het indirecte observatievermogen (zicht door de achteruitkijkspiegels) van de kandidaat;

15^o "test over de technische rijvaardigheden", het examen over de capaciteit van de kandidaat voor het rijbewijs van categorie B om zonder begeleider op de openbare weg te rijden volgens de nodige veiligheidsvoorwaarden tijdens zijn scholing;

16^o "bekwaamheidsgetuigschrift" bedoeld in artikel 10, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, attest van bekwaamheid om alleen te sturen, afgeleverd door de examencentra bedoeld in artikel 25, § 1, aan de kandidaten voor het rijbewijs van categorie B die geslaagd zijn voor de test over de technische rijvaardigheden, met het oog op het verkrijgen van een voorlopig rijbewijs zonder begeleider;

17^o "tolk", beëdigd vertaler of vertaalsysteem, in geïnformateerde vorm, al dan niet digitaal, die op verzoek van de kandidaat die de Franse of de Duitse taal niet machtig is, een mondelinge vertaling in de Engelse of Nederlandse taal voorstelt, met of zonder hulp van een geluidsondersteuning voor de vragen van de testen of examens geprojecteerd op het scherm of overgemaakt door de examinatoren;

18^o "onregelmatigheid van de kandidaat voor het rijbewijs", elke communicatie tussen de kandidaten of met derden tijdens de duur van het theoretisch examen of de risicoperceptietest, ongeacht hun organisatiewijze en de gebruikte communicatiewijze, alsook het gewoon bezit, rechtstreeks of onrechtstreeks, fysisch of elektronisch, niet uitdrukkelijk toegelaten door de examinator, van elementen van de stof die het voorwerp uitmaken van het examen of de test, alsook, meer algemeen, de niet-naleving, al dan niet opzettelijk, van een of andere instructie van de examinatoren."

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011, worden de volgende wijzigingen ingevoegd :

a) het derde lid van paragraaf 1, opgeheven bij het koninklijk besluit van 24 augustus 2007, wordt opnieuw opgenomen als volgt :

"De houders van een Europees rijbewijs of van een buitenlands nationaal rijbewijs die niet beoogd zijn in artikel 23, § 2, 1^o, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, en die een Belgisch rijbewijs wensen te krijgen, moeten een scholing doorlopen, overeenkomstig de bepalingen van de vigerende reglementering;"

b) punt 2^o van paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 14bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 14bis. De kandidaat voor het rijbewijs van categorie B die twee keer op een rij niet geslaagd is voor de risicoperceptietest volgt drie uur lessen in een rijsschool voordat hij de test opnieuw kan afleggen. De theoretische cursussen worden gecombineerd met praktische cursussen."

Art. 4. In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, wordt de volgende wijziging aangebracht :

a) in 1°, d), worden de woorden "of die na het aantal uren bedoeld in artikel 5/1, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B," ingevoegd tussen de woorden "voorgeschreven is" en de woorden "gevolgd te hebben";

b) punt 3° wordt aangevuld met punt d), luidend als volgt :

"d) voor de kandidaat voor het rijbewijs B die twee keer niet geslaagd is voor de test over de technische rijvaardigheden;"

c) punt 6° wordt vervangen als volgt :

" 6° twintig uren :

voor de kandidaat voor het rijbewijs B die het bekwaamheidsgetuigschrift bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B wenst te behalen met het oog op het verkrijgen van een voorlopig rijbewijs zonder begeleider. Behalve voor de houder van een voorlopig rijbewijs met begeleider die een voorlopig rijbewijs zonder begeleider wenst te behalen;"

Art. 5. In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 september 2002, en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011 tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge Richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs, worden de woorden "in de artikelen 14 en 15" telkens vervangen door de woorden "in de artikelen 14, 14bis en 15".

Art. 6. In artikel 25 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

" § 4. De examencentra verstrekken de kandidaten voor het rijbewijs van categorie B die in het examen bedoeld in artikel 23, § 1, 4°, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer van 16 maart 1968 zijn geslaagd, het slaagattest waarvan het model door de Waalse Minister wordt bepaald.;"

2° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

" § 5. Met het oog op het verkrijgen van een voorlopig rijbewijs zonder begeleider, kunnen de examencentra, volgens de door de Waalse Minister of zijn afgevaardigde bepaalde modaliteiten, het bekwaamheidscertificaat bedoeld in artikel 10, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B verstrekken aan de kandidaten voor het rijbewijs van categorie B die bewezen hebben dat ze bekwaam zijn alleen te sturen.;"

3° het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 6 tot 10, luidend als volgt :

" § 6. De bekwaamheid om alleen te sturen wordt bewezen door het slagen voor de test over de technische rijvaardigheden, georganiseerd door de examencentra.

De test over de technische rijvaardigheden heeft betrekking op de onderwerpen vermeld in bijlage 5 en de duur ervan mag niet minder dan dertig minuten bedragen. De test wordt gecijferd op de manier vermeld in bijlage 5

De inschrijving voor de test over de technische rijvaardigheden gebeurt volgens de modaliteiten en op de manier goedgekeurd door de Waalse Minister of diens afgevaardigde.

De kandidaat voor het rijbewijs B, die 18 jaar oud is, en die zich aan de test over de technische rijvaardigheden wenst te onderwerpen, behaalt eerst :

a) het slaagattest voor de risicoperceptietest;

b) het getuigschrift van praktisch rijonderricht afgegeven door een erkende rijsschool of, in voorkomend geval, het geldig voorlopig rijbewijs B waarvan hij sinds minstens drie maanden houder is.

Na twee opeenvolgende mislukkingen voor de test over de technische rijvaardigheden, volgt de kandidaat voor het rijbewijs B zes uren les in een erkende rijsschool vóór hij opnieuw deelneemt aan de test.

Het bekwaamheidsgetuigschrift, waarvan het model door de Waalse Minister wordt bepaald, heeft een geldigheidsperiode van maximum achttien maanden.

§ 7. De risicoperceptietest wordt georganiseerd door de examencentra. De test wordt afgelegd in de vorm van een audiovisuele proef en de duur ervan mag niet meer dan dertig minuten bedragen.

De test wordt gecijferd en verbeterd op de manier vermeld in bijlage 5.

De inschrijving voor de risicoperceptietest gebeurt volgens de modaliteiten en op de manier goedgekeurd door de Waalse Minister of diens afgevaardigde.

De kandidaat voor het rijbewijs B die zich aan de risicoperceptietest wenst te onderwerpen, meldt zich bij het examen centrum met zijn slaagattest van het theoretisch examen dat van minder dan drie jaar dateert.

Na twee opeenvolgende mislukkingen voor de risicoperceptietest, kan de kandidaat voor het rijbewijs B een nieuwe test afleggen uitsluitend op vertoon van een nieuw getuigschrift van onderricht afgegeven door een erkende rijsschool.

De geldigheid van het slaagattest van de risicoperceptietest, waarvan het model door de Waalse Minister wordt bepaald, is beperkt tot de geldigheid van het slaagattest van het theoretische examen dat de kandidaat heeft afgelegd tijdens de test.

§ 8. De tests over de technische rijvaardigheden en de risicoperceptie worden in de Franse taal of de Duitse taal afgelegd.

De kandidaten voor het rijbewijs B, die de Franse taal of de Duitse taal niet machtig zijn, kunnen deze tests in het Nederlands of het Engels afleggen, bijgestaan door een tolk die onder de beëdigde vertalers wordt gekozen door het examen centrum en door de kandidaat betaald wordt.

De risicoperceptietest kan zodanig georganiseerd worden dat meerdere kandidaten voor het rijbewijs van categorie B die eenzelfde taal spreken en verstaan, worden gegroepeerd.

§ 9. De kandidaat voor het rijbewijs B moet zich schikken naar de aanwijzingen gegeven door de examinatoren tijdens de uitvoering van de risicoperceptietest.

Wanneer de examinator een onregelmatigheid vaststelt van de kandidaat voor het rijbewijs B, schorst hij zijn evaluatie, in voorkomend geval, na een voorlopige inhouding van de gegevens die onregelmatig in het bezit zijn van de kandidaat. De kandidaat wordt op de hoogte gebracht van de relevante feitelijke gegevens en van de stukken tot vastlegging van de onregelmatigheid die werd vastgesteld. De kandidaat als hij meerderjarig is, wordt onmiddellijk gehoord over zijn toelichting en verdedigingsmiddelen wat betreft de onregelmatigheid die hem wordt verweten. De minderjarige kandidaat wordt gehoord in het bijzijn van één van zijn ouders of van de persoon bekleed met het ouderlijk gezag. Na het verhoor, wordt een proces-verbaal van verhoor in twee exemplaren opgesteld dat door de examinator en de kandidaat en in voorkomend geval door de ouders of voogden moet worden ondertekend. Één van de twee exemplaren wordt afgegeven aan de kandidaat of in voorkomend geval aan de ouders of de voogden van de kandidaat; het ander exemplaar wordt door het examen centrum bewaard. De examinator maakt gewag van de feiten en middelen en beslist of er al dan niet een onregelmatigheid was. Als er een onregelmatigheid geweest is, zakt de kandidaat voor de risicoperceptietest en wordt hij uitgesloten tijdens de twaalf volgende maanden vooraleer hij de test opnieuw kan afleggen. De examinator deelt aan de kandidaat de beslissing mee die tegen hem genomen is, alsook de motiveringen dit tot de aanneming ervan hebben geleid. De kandidaat kan een beroep indienen bij de beroepscommissie bedoeld in artikel 47.

§ 10. De kandidaten waarvan het mentale of intellectuele vermogen of de graad van alfabetisme ontoereikend is, kunnen, op hun verzoek, de risicoperceptietest afleggen in een speciale zitting waarvan de nadere regels goedgekeurd zijn door de Waalse minister of diens afgevaardigde. De betrokkene levert het bewijs dat hij zich in een van deze gevallen bevindt door het overleggen van, inzonderheid, een getuigschrift of attest van een centrum voor leerlingenbegeleiding, een instituut voor buitengewoon onderwijs, een centrum voor observatie of begeleiding of een centrum voor beroepsoriëntering, waarvan het model door de Waalse Minister of diens afgevaardigde is goedgekeurd.

Het getuigschrift of attest bedoeld in het eerste lid kan evenwel door andere instellingen afgeleverd worden die door de Waalse Minister aangewezen zijn.”

Art. 7. In artikel 26, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 april 2011 tot aanpassing van de rijbewijscategorieën, het rijbewijsmodel en de voorwaarden voor examinatoren, ingevolge Richtlijn 2006/126/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006 betreffende het rijbewijs, worden de woorden “van drie jaar werkervaring” vervangen door de woorden “van erkenning voor categorie B”.

Art. 8. In artikel 32 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

De kandidaat, die de Franse taal of de Duitse taal niet machtig is, kan het theoretisch examen in het Nederlands of het Engels afleggen, bijgestaan door een tolk die onder de beëdigde vertalers wordt gekozen door het examen centrum en door de kandidaat betaald wordt.

De kandidaten met een gehoorhandicap, namelijk dove of slechthorende kandidaten, kunnen zich laten bijstaan door een door het examen centrum aangewezen beëdigd doventolk. De tolk wordt door de kandidaat vergoed en mag geen betrekking uitoefenen in een erkende rijsschool of op welke wijze ook professioneel rijonderricht geven.”;

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « of idioom » opgeheven;

3° in paragraaf 4, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

“Wanneer de examinator een onregelmatigheid vaststelt van de kandidaat voor het rijbewijs, schorst hij zijn evaluatie, in voorkomend geval, na een voorlopige inhouding van de elementen die onregelmatig in het bezit zijn van de kandidaat. De kandidaat wordt op de hoogte gebracht van de relevante feitelijke gegevens en van de stukken tot vastlegging van de onregelmatigheid die werd vastgesteld. De kandidaat als hij meerderjarig is, wordt onmiddellijk gehoord over zijn toelichting en verdedigingsmiddelen wat betreft de onregelmatigheid die hem wordt verweten. Als de kandidaat minderjarig is, is één van zijn ouders of de persoon bekleed met het ouderlijk gezag aanwezig tijdens het verhoor. Na het verhoor, wordt een proces-verbaal van verhoor in twee exemplaren opgesteld dat door de examinator en de kandidaat en in voorkomend geval door de ouders of voogden moet worden ondertekend. Één van de twee exemplaren wordt afgegeven aan de kandidaat of in voorkomend geval aan de ouders of de voogden van de kandidaat; het ander exemplaar wordt door het examen centrum bewaard. De examinator maakt gewag van de feiten en middelen en beslist of er al dan niet een onregelmatigheid was. Als er een onregelmatigheid geweest is, zakt de kandidaat voor het theoretisch examen en wordt hij uitgesloten tijdens de twaalf volgende maanden vooraleer hij de test opnieuw kan afleggen. De examinator deelt aan de kandidaat de beslissing mee die tegen hem genomen is, alsook de motiveringen dit tot de aanneming ervan hebben geleid. De kandidaat kan een beroep indienen bij de beroepscommissie bedoeld in artikel 47.”;

4° in paragraaf 5, eerste lid, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister”;

5° in paragraaf 5, tweede lid, worden de woorden “een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn,” opgeheven;

6° in paragraaf 5, tweede lid, worden de woorden “waarvan het model door de Waalse minister of diens afgevaardigde wordt bepaald. Het getuigschrift of attest kan evenwel door andere instellingen afgeleverd worden die door de Waalse Minister aangewezen zijn.” ingevoegd na het woord “beroepsoriëntering”;

7° in paragraaf 5, wordt het derde lid opgeheven;

8° in paragraaf 6, eerste lid, worden de woorden “mag de kandidaat voor het rijbewijs geldig voor categorie B slechts een nieuwe theoretisch examen afleggen op vertoon van een getuigschrift van theoretisch onderricht afgegeven door een rijsschool.” vervangen door de woorden “volgt de kandidaat voor het rijbewijs geldig voor categorie B twaalf uur theoretische opleiding in een erkende rijsschool vooraleer hij terug toegelaten wordt tot het examen.”.

Art. 9. In artikel 35, 2°, b), van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 juli 2006 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 2013 wordt de zin “Het voorlopige rijbewijs is, in voorkomend geval, vergezeld van een bewijs dat de lesuren voorgeschreven na twee mislukkingen gevolgd zijn” vervangen door de zin “Als de kandidaat twee keer op een rij niet geslaagd is voor het praktisch examen, wordt het voorlopige rijbewijs vergezeld van een bewijs dat de lesuren voorgeschreven na elke tweede opeenvolgende mislukking gevolgd zijn.”.

Art. 10. In artikel 35/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 januari 2013 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt punt 6° vervangen door wat volgt :

“6° als de kandidaat twee keer op een rij niet geslaagd is voor de proef buiten het verkeer van het praktisch examen, het bewijs dat de kandidaat de opleiding, bedoeld in artikel 15, tweede lid, 1°, c), heeft gevolgd na elke tweede opeenvolgende mislukking.”;

b) in het tweede lid wordt punt 7^o vervangen door wat volgt :

"7^o als de kandidaat twee keer op een rij niet geslaagd is voor de proef op de openbare weg van het praktisch examen, het bewijs dat de kandidaat de opleiding, bedoeld in artikel 15, tweede lid, 1^o, g), heeft gevolgd na elke tweede opeenvolgende mislukking."

Art. 11. In artikel 36, 3^o, b) van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 2013, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Als de kandidaat twee keer op een rij niet geslaagd is voor het praktisch examen, wordt het voorlopige rijbewijs vergezeld van een bewijs dat de lesuren bedoeld in artikel 15, tweede lid, 2^o, a) na elke tweede opeenvolgende mislukking gevolgd zijn".

Art. 12. In artikel 37, 2^o, b) van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 april 2013, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"Als de kandidaat twee keer op een rij niet geslaagd is voor het praktisch examen, wordt het voorlopige rijbewijs vergezeld van een bewijs dat de lesuren bedoeld in artikel 15, tweede lid, 1^o, e) na elke tweede opeenvolgende mislukking gevolgd zijn".

Art. 13. In artikel 39 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 3, wordt het eerste lid aangevuld met de zin: "De kandidaat die houder is van een voorlopig rijbewijs met begeleider is naast de examinator, vergezeld van een begeleider die voldoet aan de voorwaarden van artikel 7/1 § 2 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B.";

2^o in paragraaf 3, eerste lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

3^o in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord "Minister" vervangen door de woorden "Waalse Minister";

4^o paragraaf 8 wordt vervangen als volgt :

"§ 8. De kandidaat, die noch de Franse, noch de Duitse taal machtig is, kan zich op eigen kosten laten bijstaan door een tolk in de Nederlandse taal of de Engelse taal gekozen uit de beëdigde vertalers door het examencentrum."

Art. 14. In artikel 44, § 4, eerste lid, 2^o, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 maart 2004 en 1 december 2013 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o de woorden "Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding" worden weer opgenomen tussen de woorden "l'Emploi, van de" en het woord "Arbeitsamt";

2^o de woorden "of van het Instituut bruxellois francophone pour la formation professionnelle" worden weer opgenomen na het woord "Gemeinschaft".

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Afdeling VII van Hoofdstuk IV van Titel III vervangen als volgt: "Beroep".

Art. 16. In artikel 47, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 5 september 2002 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "en over de beroepen voor uitsluiting en mislukking wegens een onregelmatigheid van de kandidaat voor het rijbewijs".

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt een artikel 48*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 48*bis*. § 1. Wanneer de examinator van een examencentrum beslist om de kandidaat voor het rijbewijs die een onregelmatigheid heeft begaan van het theoretisch examen uit te sluiten en te doen mislukken, kan de kandidaat als hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon bekleed met het ouderlijk gezag als hij minderjarig is, een beroep indienen bij de commissie bedoeld in artikel 47. Dit beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen na de mislukking en de uitsluiting.

Het beroep wordt, bij aangetekend schrijven, aan de voorzitter van de beroepscommissie gericht. De in artikel 63 voorgeschreven retributie moet betaald worden op de erin vastgestelde wijze.

Zij wordt slechts op beslissing van de beroepscommissie terugbetaald.

Het beroep, ondertekend door de kandidaat als hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon bekleed met het ouderlijk gezag als hij minderjarig is, vermeldt de naam, voornaam en geboortedatum van deze laatste, alsmede het examencentrum waar het examen werd afgenomen en de datum daarvan. Het is met redenen omkleed door feiten die alleen betrekking hebben op de personen en de omstandigheden van plaats, tijd en procedure waaronder het examen werd afgelegd.

§ 2. De beroepscommissie verricht alle bijkomende onderzoeken die zij nodig acht

Ze beslist over de regelmatigheid van de beslissing van de examinator van het examencentrum en stelt vast dat de feiten, aan de basis van de mislukking en de uitsluiting van de kandidaat, een onregelmatigheid van de kandidaat vormen, zoals bepaald in artikel 1, 18^o. In geval van onregelmatigheid, bevestigt zij de omstreden beslissing.

Zij kan, in voorkomend geval, de verzoeker machtigen een nieuw theoretisch examen af te leggen en bepalen onder welke voorwaarden het examen plaats heeft."

Art. 18. In hetzelfde besluit wordt een artikel 48*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 48*ter*. § 1. Wanneer de examinator van een examencentrum beslist om de kandidaat voor het rijbewijs die een onregelmatigheid heeft begaan van het theoretisch examen uit te sluiten en te doen mislukken, kan de kandidaat als hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon bekleed met het ouderlijk gezag als hij minderjarig is, een beroep indienen bij de commissie bedoeld in artikel 47. Dit beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen na de mislukking en de uitsluiting.

Het beroep wordt, bij aangetekend schrijven aan de voorzitter van de beroepscommissie gericht. De in artikel 63 voorgeschreven retributie moet betaald worden op de erin vastgestelde wijze

Zij wordt slechts op beslissing van de beroepscommissie terugbetaald.

Het beroep, ondertekend door de kandidaat als hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon bekleed met het ouderlijk gezag als hij minderjarig is, vermeldt de naam, voornaam en geboortedatum van deze laatste, alsmede het examencentrum waar het examen werd afgenomen en de datum daarvan. Het is met redenen omkleed door feiten die alleen betrekking hebben op de personen en de omstandigheden van plaats, tijd en procedure waaronder het examen werd afgelegd.

§ 2. De beroepscommissie verricht alle bijkomende onderzoeken die zij nodig acht

Ze beslist over de regelmatigheid van de beslissing van de examinator van het examencentrum en stelt vast dat de feiten, aan de basis van de mislukking en de uitsluiting van de kandidaat, een onregelmatigheid van de kandidaat vormen, zoals bepaald in artikel 1, 18°. In geval van onregelmatigheid, bevestigt zij de omstreden beslissing. Zij kan, in voorkomend geval, de verzoeker machtigen een nieuwe test af te leggen en bepalen onder welke voorwaarden de test plaats heeft.”

Art. 19. In artikel 63 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden “en de tests bedoeld in artikel 25” ingevoegd tussen het woord “examens” en de woorden “worden de volgende retributies”;

2° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden :

“Risicoperceptietest Categorie B : ...(15,00 EUR);

Test over de technische rijvaardigheden Categorie B : ...(60,00 EUR) », ingevoegd tussen de woorden “volgende retributies betaald: ” en de woorden “Theoretisch examen...(15,00 EUR)”.

Art. 20. In bijlage 5 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juli 2004 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift “PRAKTISCH EXAMEN” wordt vervangen door het opschrift “PRAKTISCH EXAMEN EN TESTS”;

2° in III.B.17 wordt 2 vervangen als volgt :

“2. Evenwijdig ten opzichte van de weg links of rechts achteruit parkeren tussen twee voertuigen, en het verlaten van het parkeervak;”;

3° in III.B.17., wordt 3 vervangen als volgt :

“3. Één van volgende vier door lottrekking gekozen manoeuvres en uitgevoerd op de openbare weg of een openbare plaats :

1° keren in een smalle straat;

2° in rechte lijn achteruitrijden;

3° loodrecht ten opzichte van de weg vooruit in een vak parkeren en het verlaten van het vak achterwaarts;

4° loodrecht ten opzichte van de weg achteruit in een vak parkeren en het verlaten van het vak voorwaarts;

4° III.C, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, wordt vervangen als volgt :

“C. Risicoperceptietest (enkel voor de categorie B) :

De effectiviteit van een risico toegelicht tijdens de test moet leiden tot een besluitvorming en de uitvoering van een actie van de bestuurder die hij niet genomen zou hebben in een vergelijkbare verkeerssituatie waarin dit risico niet aanwezig zou zijn ”;

5° III wordt aangevuld met een D, luidend als volgt :

“D. De test over de technische rijvaardigheden heeft betrekking op de volgende punten :

1. Wegrijden na een stop in het verkeer, verlaten van een oprit;

2. Rijden op rechte wegen, tegenliggers kruisen, ook bij wegversmallingen;

3. Rijden door bochten;

4. Oprijden en verlaten van snelwegen of vergelijkbare wegen, zo mogelijk;

5. Inhalen en voorbijrijden : inhalen van andere voertuigen, obstakels voorbijrijden, ingehaald worden;

6. Speciale verkeersinrichtingen, waaronder : rotondes, overwegen, tram- of bushaltes, voetgangersoversteekplaatsen, stijgende of dalende weg over een lange afstand, tunnels;

7. Beheersing van het voertuig : correct gebruik van de achteruitkijkspiegels en de lichten, correct gebruik van de koppeling, versnellingsbak, gaspedaal, reminrichting, veiligheidsgordel, hoofdsteun, zitplaats, stuurinrichting;

8. Goed kijken : rondom kijken, correct gebruik van de achteruitkijkspiegels; dichtbij, verder weg, ver kijken;

9. Voorrang verlenen op kruispunten en overwegen, bij het veranderen van richting of rijstrook en bij manoeuvres; naderen en oversteken van kruispunten;

10. Juiste positie op de weg, de rijstroken, de rotondes en door bochten, volgens het type en de eigenschappen van het voertuig; voorsorteren;

11. Veilige afstand : voldoende afstand bewaren voor en naast het voertuig, voldoende afstand bewaren ten opzichte van de andere weggebruikers;

12. Snelheidsbeperkingen;

13. Verkeerstekens en instructies van verkeersagenten;

14. Het geven van signalen : de nodige signalen geven op de juiste momenten;

15. Remmen en stoppen : tijdig gas minderen, afremmen of stoppen, waarbij rekening moet worden gehouden met de omstandigheden;

16. De rijpositie afstellen;

17. Manoeuvres uitvoeren op de openbare weg : Parkeren, achteruitrijden, keren.”;

6° in VI., worden de woorden “WIJZE VAN BEOORDELING VAN HET EXAMEN” vervangen door de woorden “WIJZE VAN BEOORDELING VAN DE TESTS EN VAN HET PRAKTISCH EXAMEN”;

7° in VI.B, eerste lid, worden de woorden “(uitgezonderd voor categorieën A1, A2, en A) vervangen door de woorden “(uitgezonderd voor categorieën A1, A2, A, en B)”;

8° VI.B, 11° wordt opgeheven;

9° VI.B, 12° wordt opgeheven;

10° in VI.B, na de woorden “weggebruikers direct in gevaar brengen”, en vóór de woorden “C. Risicoperceptietest (enkel voor de categorie B)” wordt de volgende tekst ingevoegd :

“De proef wordt volgens de volgende rubrieken en beoordelingsaspecten beoordeeld (categorie B) :

Rubriek :

1. Wegrijden

2. Rechte wegen

3. Bochten

4. Kruispunten en rotondes

5. Veranderen richting en rijstrook

6. Invoegen en uitvoegen
 7. Inhalen en kruisen^{oo} 8. Zwakke weggebruikers^{oo} 9. Voorafgaande controles^{oo} 10. Manceuvres.
 Beoordelingsaspecten

- A. Bediening van het voertuig
 B. Toepassen verkeersregels
 C. Kijktechniek
 D. Defensief, sociaal en ecologisch rijgedrag

De rubrieken worden beoordeeld op basis van de beoordelingsaspecten. De elementen die verkregen worden door de rubrieken en de beoordelingsaspecten te combineren, worden beoordeeld met "goed", "te verbeteren" of "niet-verworven".

De kandidaat wordt uitgesteld als :

- een element beoordeeld wordt met "niet-verworven";
- rijfouten of gevaarlijk rijgedrag de veiligheid van het examenvoertuig, de kandidaat of de andere weggebruikers direct in gevaar brengen.";

11° VI wordt aangevuld met C, luidend als volgt :

"C. Risicoperceptietest (enkel voor de categorie B)

De proef wordt op de volgende manier beoordeeld :

De kandidaten voor het rijbewijs slagen voor de test als ze minstens 60 % van het totaal van de punten vereist voor deze proef behalen.";

12° VI wordt aangevuld met D luidend als volgt :

"D. Test over de technische rijvaardigheden.

De proef wordt volgens de volgende rubrieken en beoordelingsaspecten beoordeeld :

Rubriek :

1. Wegrijden
2. Rechte wegen
3. Bochten
4. Kruispunten en rotondes
5. Veranderen richting en rijstrook
6. Invoegen en uitvoegen
7. Inhalen en kruisen
8. Zwakke weggebruikers
9. Voorafgaande controles
10. Maneuvres

Beoordelingsaspecten :

- A. Bediening van het voertuig
 B. Toepassen verkeersregels
 C. Kijktechniek

De rubrieken worden beoordeeld op basis van de beoordelingsaspecten. De elementen die verkregen worden door de rubrieken en de beoordelingsaspecten te combineren, worden beoordeeld met "goed", "te verbeteren" of "niet-verworven".

De kandidaat wordt uitgesteld als :

- een element beoordeeld wordt met "niet-verworven";
- rijfouten of gevaarlijk rijgedrag de veiligheid van het examenvoertuig, de kandidaat of de andere weggebruikers direct in gevaar brengen.".

*HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 10 juli 2006
betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B*

Art. 21. In het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B wordt een hoofdstuk II/1, dat de artikelen 7/1 tot 7/3 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK II/1. Theoretisch examen en scholing

Art. 7/1. § 1. De kandidaat voor het rijbewijs van de categorie B die geslaagd is voor het theoretisch examen ontvangt zijn slaagattest waarvan het model door de Waalse Minister wordt bepaald.

§ 2. De kandidaat voor het rijbewijs van de categorie B die vanaf 1 juli 2018 geslaagd is voor het theoretisch examen en die in het kader van de in artikel 8, § 1, 3°, bedoelde stage, wenst zijn scholing met een begeleider voor te zetten, volgt met zijn begeleider(s) een pedagogische afspraak volgens de modaliteiten bepaald door de Waalse Minister.

Deze pedagogische afspraak duurt drie uur en kan online georganiseerd worden. De kosten gebonden aan de pedagogische afspraak zijn ten laste van de kandidaat.

De pedagogische afspraak wordt georganiseerd door erkende rij scholen, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, in uitvoering van het programma goedgekeurd door de Waalse Minister of zijn gemachtigde.

De pedagogische afspraak kan evenwel door andere instellingen aangewezen door de Waalse Minister georganiseerd worden.

Aan het einde van deze pedagogische afspraak wordt een attest, dat voor vijf jaar geldig is en waarvan het model door de Waalse Minister wordt goedgekeurd, afgegeven aan de kandidaat en zijn begeleider(s). De kandidaat ontvangt ook een logboek.

§ 3. De kandidaat en zijn begeleider(s) nemen deel aan de pedagogische afspraak alsvorens de in artikel 8, § 1, 3°, bedoelde stage te beginnen. Tijdens de stage bevindt het logboek zich aan boord van het voertuig bestuurd door de kandidaat en wordt behoorlijk aangevuld door laatstgenoemde en zijn begeleider.

Het logboek bevat de vooruitgangen van de kandidaat voor het besturen van een voertuig alsook het aantal kilometers die tijdens die periode zijn afgelegd. Alleen de kilometers afgelegd vanaf de datum afgifte van het attest van deelneming aan de pedagogische afspraak worden in aanmerking genomen voor de berekening van de kilometers vereist in artikel 8, § 1, 4°."

Art. 7/2. Met uitzondering van de gebrevetteerde rij-instructeurs die over een geldige instructietoestemming beschikken, vervult (vervullen) de begeleider(s) die de kandidaat begeleidt(en) de voorwaarden van artikel 7/1, § 2, alvorens plaats te nemen in het voertuig en de scholing bedoeld in artikel 8, § 1, 3°, te beginnen.

Art. 7/3. § 1. De in artikel 3, § 1, bedoelde kandidaat kan tijdens de in artikel 8, § 1, 3°, bedoelde scholing slechts begeleid worden door de begeleider(s) die de voorwaarden van artikel 7/1, § 2 vervult (vervullen) of door een gebrevetteerde rij-instructeur die beschikt over een geldige instructietoestemming overeenstemmend met de bepalingen van het koninklijk besluit van betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen.

§ 2. Indien de begeleider een gebrevetteerde rij-instructeur is die over een geldige instructietoestemming beschikt, maakt hij een inschrijvingskaart op voor elke kandidaat en wordt het voertuig voorzien van een dekking van verzekering burgerlijke aansprakelijkheid, die overeenstemmen met de voorschriften van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen. Hij vergewist er zich ook van dat het logboek zich aan boord van het voertuig bestuurd door de kandidaat tijdens de scholing bevindt en dat het zoals bepaald in artikel 7/1, § 2, vijfde lid, behoorlijk aangevuld wordt.

In geval van niet-naleving van deze bepalingen kan de Waalse Minister of zijn gemachtigde na de gebrevetteerde instructeur gehoord te hebben over zijn toelichting en verdedigingsmiddelen m.b.t. de onregelmatigheid die hem verweten is, de instructietoestemming voor een periode van vijftien dagen of meer schorsen.

Indien de Minister of zijn gemachtigde ondanks een voorafgaandelijke schorsingsmaatregel vaststelt dat de bepalingen nog altijd niet nageleefd worden, trekt hij de instructietoestemming in na de gebrevetteerde instructeur gehoord te hebben over zijn toelichting en verdedigingsmiddelen m.b.t. de onregelmatigheid die hem verweten is.

Tijdens de schorsingsperiode of na de beslissing tot intrekking van de instructietoestemming mag de gebrevetteerde instructeur geen cyclus van praktisch rijonderricht beginnen of voortzetten.

Het onderricht verstrekt door een gebrevetteerde instructeur die niet over een instructietoestemming beschikt of wiens instructietoestemming wordt geschorst, wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de in artikel 8, 1, 4°, bedoelde voorwaarde.

Art. 22. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

“5° geslaagd zijn voor de risicoperceptietest zoals bepaald in artikel 1,14°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.”;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

“De houder van een voorlopig rijbewijs met begeleider die niet is geslaagd voor de test over de technische rijvaardigheden, wordt vanaf de dag van de tweede opeenvolgende mislukking voor een duur van drie maanden uitgesloten van het praktisch examen ten einde zijn rijbewijs B te bekomen.”;

3° in § 2 worden de woorden “die geslaagd is voor de risicoperceptietest en die voldoet aan de door de Waalse Minister bepaalde voorwaarden” ingevoegd tussen de woorden “erkende rijnschool,” en de woorden “kan het praktisch examen rechtstreeks afleggen”;

4° in paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden “eerste lid” vervangen door de woorden “derde lid”.

Art. 23. In artikel 10 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden “ bedoeld in artikel 23, § 6, van het koninklijk besluit van 11 mei 2304 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen ” opnieuw ingevoegd na het woord “bekwaamheidsgetuigschrift”;

2° het derde lid wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E

Art. 24. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) er wordt een punt 3°/1 ingevoegd, luidend als volgt: “3°/1 “DGO2” : het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst;

b) het wordt aangevuld met een punt 36°, luidend als volgt :

“36° “tolk”: een beëdigd vertaler of vertaalsysteem, in geïnformatiseerde vorm, al dan niet digitaal, die op verzoek van de kandidaat die de Franse of de Duitse taal niet machtig is, een mondelinge vertaling in de Engelse of Nederlandse taal voorstelt, met of zonder hulp van een geluidsondersteuning voor de vragen van de testen of examens geprojecteerd op het scherm of overgemaakt door de examinatoren”.

Art. 25. In artikel 23 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1, in paragraaf 1, 2°, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister ”.

2° in paragraaf 1, 4°, worden den de woorden “aan de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer.” vervangen door de woorden “aan het “DGO2””;

3° in paragraaf 1, 4°, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister ”;

4° in paragraaf 1, 6°, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister ”;

5° in paragraaf 1, 7°, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister ”;

6, in paragraaf 1, 8°, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister ”;

7° in paragraaf 2, eerste lid, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister ”.

Art. 26. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister”;

2° in paragraaf 2, wordt het woord “Minister” vervangen door de woorden “Waalse Minister of zijn gemachtigde”.

Art. 27. In artikel 27 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“De kandidaat die noch het Frans, noch het Duits machtig is, kan het theoretisch examen afleggen in het Nederlands of in het Engels, bijgestaan door een tolk die onder de beëdigde vertalers wordt gekozen door het examencentrum en door de kandidaat wordt vergoed.”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “of idioom” opgeheven;

3° in paragraaf 1, derde lid, wordt het woord “De Minister” vervangen door de woorden “De Waalse Minister”;

4° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

“De kandidaten met een gehoorhandicap, namelijk dove of slechthorende kandidaten, kunnen zich laten bijstaan door een door het examencentrum aangewezen beëdigd doventolk. De tolk wordt door de kandidaat vergoed en mag geen betrekking uitoefenen in een erkende rijkschool of op welke wijze ook professioneel rijonderricht geven.”;

5° § 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. De kandidaat, die noch de Franse, noch de Duitse taal machtig is, kan zich voor de praktische examens op eigen kosten laten bijstaan door een tolk in de Nederlandse taal of de Engelse taal gekozen uit de beëdigde vertalers.”;

6° in paragraaf 3, eerste lid, wordt het woord “Minister ” vervangen door de woorden “Waalse Minister”;

7° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn” opgeheven;

8° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden “waarvan het model door de Waalse Minister of zijn gemachtigde wordt bepaald” ingevoegd na het woord “beroepsoriëntering”;

9° § 4 wordt opgeheven.

Art. 28. In artikel 44, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 januari 2011 en bij het koninklijk besluit van 10 januari 2011 worden de woorden “artikel 61 van het koninklijk besluit betreffende het rijbewijs” vervangen door de woorden “artikel 63 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs”.

Art. 29. In artikel 53 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 januari 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “of door de Waalse Minister of zijn gemachtigde, ieder wat hem betreft,” ingevoegd na de woorden “door de Minister of door zijn gemachtigde ” en vóór de woorden “worden belast met de inspectie”;

2° in het tweede lid worden de woorden “of van de Waalse Minister of zijn gemachtigde, ieder wat hem betreft,” ingevoegd na de woorden “de Minister of zijn gemachtigde ” en vóór de woorden “zijn de examencentra”.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B

Art. 30. Artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs en van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B wordt ingetrokken.

Art. 31. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt ingetrokken.

Art. 32. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden “met uitzondering van de artikelen 9 en 11 die in werking treden op 1 oktober 2018” ingetrokken.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen

Art. 33. In artikel 23 van het koninklijk besluit van 11 mei 2004, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 juli 2006, wordt § 6 vervangen als volgt :

“De rijkscholen moeten aan de leerlingen, die de in artikel 14, 14bis en 15 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs of de in de artikelen 7/1 en 9 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B bepaalde aantal lessen gevolgd hebben, een getuigschrift van theoretisch of praktisch onderricht afleveren, waarvan het model door de Waalse Minister bepaald wordt. Een dergelijk getuigschrift, met vermelding van het aantal gevolgde uren, wordt eveneens afgegeven aan de leerling die van rijkschool verandert.

Met het oog op het verkrijgen van een voorlopig rijbewijs zonder begeleider wordt aan de kandidaten voor het rijbewijs B, die het in artikel 15, tweede lid, 6°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs bepaalde aantal lessen gevolgd hebben, een bekwaamheidsgetuigschrift afgegeven waarmee ze zich bij een examencentrum kunnen melden om te bewijzen dat ze bekwaam zijn om alleen te sturen, overeenkomstig artikel 23, § 6, van hetzelfde besluit.”.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 34. Dit besluit heeft uiterwerking op 1 januari 2018 met uitzondering van de artikelen 1,3, 4, 19 en 20 die op 1 juli 2018 in werking treden.

Art. 35. De Minister tot wiens bevoegdheden de verkeersveiligheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO